

Vingt-et-unième année

N° 89

2^{ème} trimestre 2000

40 FF

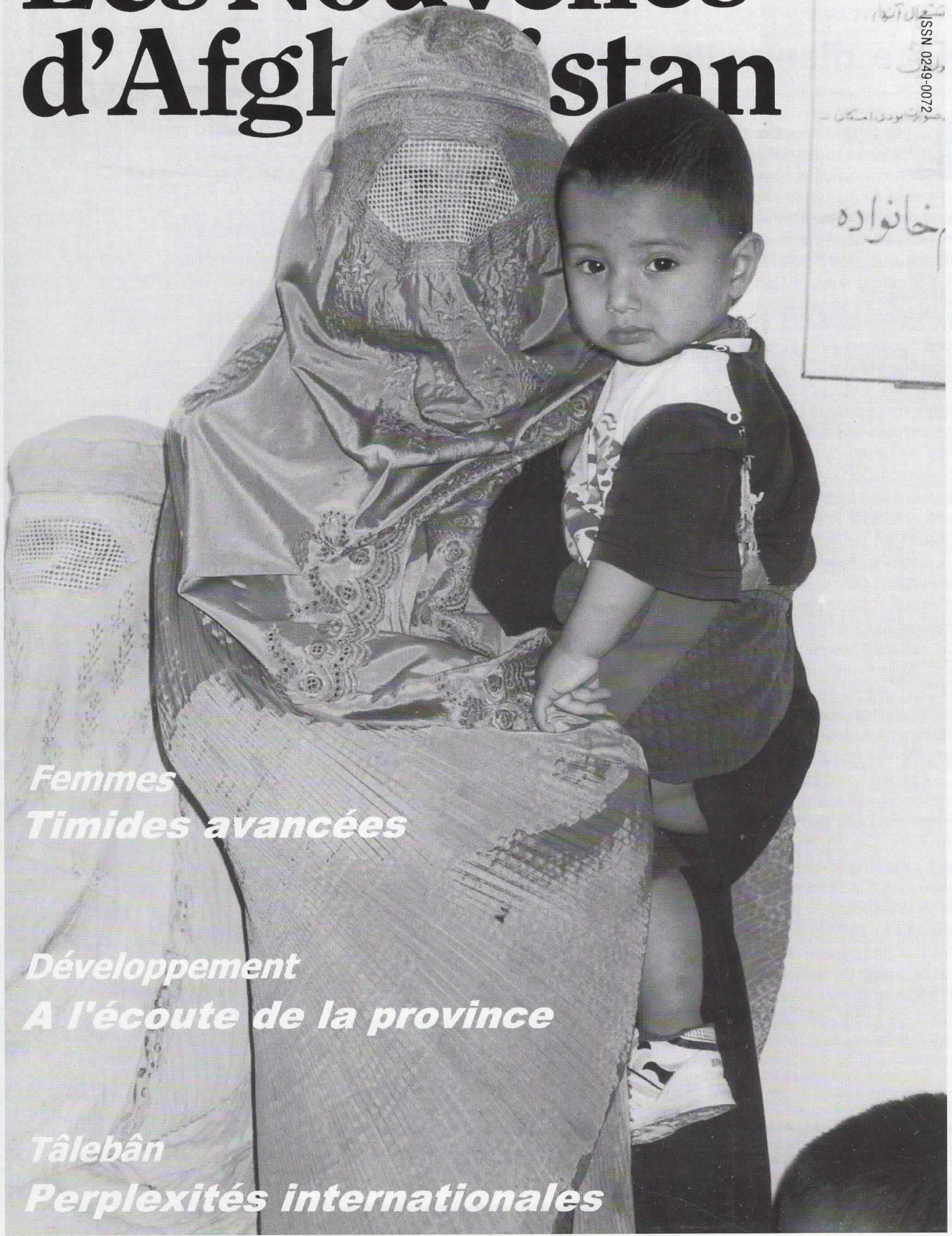
Belgique 240 FB

6 Euros

Les Nouvelles d'Afghanistan

شماره ۸۹
دوره دوم
مجموعه بیست و یکمین سال
ISSN 0249-0072

مخانداده



*Femmes
Timides avancées*

*Développement
A l'écoute de la province*

*Talebân
Perplexités internationales*

Editorial

Que disent-ils d'eux-mêmes ?

Les circonstances ont permis que se trouvent réunis dans ce numéro plusieurs articles reflétant la même démarche intellectuelle. Au lieu de gloser à l'infini sur les chances de telle alliance, ou sur le contexte géostratégique, allons un peu "sur le terrain" écouter ce que les Afghans attendent pour leur vie quotidienne. Essayons de voir ce qui, en deçà du politique, commence à émerger comme demande sociale et comme capacité d'organisation.

Bien sûr, les "cueillettes" de réflexions, spontanées ou plus construites, à Kaboul ou dans le Nangarhar, que plusieurs "témoins" soumettent aujourd'hui à notre sagacité ne suffisent pas à se faire une peinture fidèle de la réalité sociale afghane. Il y bien d'autres lieux, et bien d'autres courants. Mais ces cueillettes révèlent malgré tout une vérité que l'on aurait tendance à occulter. Malgré la guerre, malgré l'absence de formation scolaire et universitaire depuis tant d'années, malgré l'exode des élites, la population afghane restée là-bas ne se contente pas de se battre pour les uns ou de gémir pour les autres. En dépit des difficultés de communication et de crédit, les paysans s'affairent et cherchent à "s'en sortir". En dépit de l'oppression dont elles restent victimes, les femmes de Kaboul ne restent pas inertes et essaient de grignoter le plus d'espace de liberté possible. Voilà ce qu'il me semble possible de lire à travers les différents "reportages" de ce numéro.

Cette lecture des signes ténus de la vie quotidienne, qui peuvent permettre un peu d'optimisme quand on en a déjà de nature, n'empêche pas d'essayer de se repérer dans les évolutions plus politiques ou stratégiques. Les réflexions d'Ahmad Rashid, rassemblées au gré de ses interviews ou de ses conférences, aideront certainement le lecteur dans ce sens. En raison de son isolement croissant, le Pakistan va-t-il être contraint de modifier sa politique à l'égard des Tâlebân ? Les tâtonnements autour de la recherche de modalités pour la réunion d'une loya djirga sont-elles autre chose que de vains moulinets ? Il est difficile de le dire. Remarquons seulement que la question afghane n'est pas tout à fait oubliée des chancelleries.

Encore un mot sur la terrible sécheresse qui sévit en Afghanistan. Malheureusement, l'absence de documents de première main nous a empêchés d'y consacrer un article, et cette sécheresse n'apparaît donc qu'au fil des informations de la chronologie. Cela n'ôte rien à son caractère catastrophique, surtout par les pertes considérables en bétail qu'elle provoque. Comme si l'Afghanistan avait besoin de cela. Mollah Omar demande à la population de prier pour la pluie. C'est une bonne idée. Mais s'il œuvrait lui-même pour la paix, l'argent qu'il dépense pour faire la guerre pourrait certainement être affecté à atténuer les effets désastreux de la sécheresse. Et, au lieu d'attendre benoîtement l'aide étrangère, ne pourrait-il ordonner la reconversion des vastes superficies consacrées à la culture du pavot au profit de cultures vivrières moins consommatrices d'eau et plus aptes à nourrir la population afghane ?

Etienne GILLE

Nouvelle adresse du site internet AFRANE-CEREDAF
<http://perso.club-internet.fr/ceredafr/>

Les Nouvelles d'Afghanistan

SOMMAIRE N° 89

AUJOURD'HUI

La marche à petits pas des Afghanes
par Nancy DUPREE _____ 3

Dires de Kaboul
par Olivier TIRARD-COLLET _____ 7

DEVELOPPEMENT

Cueillette d'idées
par Pierre LAFRANCE _____ 12

GÉOPOLITIQUE

Perplexité internationale
A propos des Tâlebân
Analyse d'Ahmad RASHID _____ 15

Réseaux d'influences
par Philippe FRISON _____ 16

SOCIÉTÉ

Un jour, un bateau
Par Atiq RAHIMI _____ 18

ACTUALITÉ

Chronologie, brèves, bibliographie __ 20

Licenciements dans l'administration
Par Olivier TIRARD-COLLET _____ 21

Kechta Tchalo (cuisine) _____ 28

Photo de couverture: Dans un dispensaire en province, 2000.

Photo Swedish Committee for Afghanistan

Adresse E-mail

ceredaf@club-internet.fr

Les Nouvelles d'Afghanistan
BP 254 75524 PARIS Cedex 11

La marche à petits pas des Afghanes

par Nancy DUPREE

La situation des femmes afghanes, principalement à Kaboul ou dans les grandes villes, choque profondément la communauté internationale. Certains ont fait état d'une évolution favorable des Tâlebân dans leur ostracisme à l'égard des femmes. Des événements, comme l'expulsion de la fonction publique de toutes les femmes qui, sans pouvoir travailler, continuaient d'émarger, ont, au contraire confirmé dans leur idée ceux qui n'attendent rien de bon des Tâlebân. Nancy Dupree, observatrice attentive de la situation en Afghanistan où elle se rend fréquemment, essaie de brosser un tableau sans préjugé de la vie actuelle des femmes citadines.

Lorsqu'on approche de Kaboul par la large avenue qui vient de l'aéroport, les tchâderis ⁽¹⁾ bleu ciel, dont les ondulations recouvrent les femmes faisant leurs emplettes dans un marché très fréquenté, ajoutent une note de couleur bienvenue dans un cadre qui sans cela reste sale et gris. Ce marché se trouve à la périphérie d'un quartier résidentiel appelé Mikrorayon, site de logements comprenant 144 immeubles de cinq étages dont la construction a commencé au début des années 1960 avec l'aide de l'Union soviétique. La vie en appartement n'était pas très populaire avant la guerre ; aujourd'hui, les bâtiments débordent de vie.

Ailleurs, on voit aussi des femmes dans la rue, seules ou en groupe, avec ou sans *mabram* (garant masculin issu de la proche parenté, qui n'a parfois que six ans). Elles fréquentent les quartiers aisés de Wazir Akbar Khan, de Char-e Nao et ceux, proches du parc Zarnegar et de la rivière Kaboul, où le commerce attire une foule nombreuse. Elles se déplacent avec assurance, guère remarquées par la foule compacte qui se presse autour d'elles. Bien que la présence de femmes dans ces lieux n'ait rien de nouveau, leur nombre ne cesse d'augmenter.

Certes, la possibilité qu'une femme rencontre parfois des individus zélés animés d'un certain rigorisme existe toujours. Il est arrivé, ces derniers mois, que des femmes soient traînées hors de voitures et frappées pour l'exemple parce qu'elles se déplaçaient avec des étrangers ou en l'absence d'un *mabram* ; une vieille femme qui avait été récemment arrêtée et réprimandée a réagi avec une telle virulence que ses assaillants, tout déconcentrés, ont battu en retraite.

Une plus grande décontraction

Il est clair, cependant, qu'après être restées longtemps à tâter le terrain et à vérifier ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, les femmes craignent moins de sortir pour autant qu'elles soient habillées comme il le faut. Elles en ont assez d'être cloîtrées. En tout état de

cause, dans la société afghane, rendre visite à ses amis et aux membres de sa famille est une obligation sociale importante. Pour la plupart d'entre elles, les courses sont une pure nécessité dans une société où les femmes sont responsables de l'alimentation, de l'habillement et de l'éducation de leur famille. De plus, les femmes kabouliques souhaitent travailler et mettre leurs compétences à profit, pour des raisons économiques et parce qu'elles s'estiment responsables de ceux qui sont moins bien lotis. S'il faut maintenant porter le tchâderi, tant pis. Elles peuvent fort bien ne pas l'aimer, espérer que la règle qui les contraint d'en porter un sera prochainement abrogée, mais pour de nombreuses femmes le port du voile ne fait plus question.

Les Tâlebân, eux, ont le sentiment de mieux contrôler la situation, si bien qu'ils se soucient moins d'exercer de fortes pressions sur les hommes et les femmes, comme le montrent deux événements récents qui laissent transparaître un plus grand détachement.

Le premier est la commémoration, le 8 mars, de la Journée internationale de la femme, dans le cadre d'une conférence qui s'est tenue, avec l'accord des autorités, en plein air, dans la cour de l'hôpital féminin Rabia Balkhi. Y participaient plus de 700 personnalités, femmes de tous âges, membres notamment des milieux médicaux et enseignants, professeurs d'université, ingénieurs, juristes et juges. Elles portaient le simple tchador ou foulard, et non pas le tchâderi. Des reporters des deux sexes, armés de caméras, ont enregistré l'événement et ont pris des interviews sans rencontrer la moindre difficulté.

Depuis Kandahar, le mollah Omar, Amir-ul Momenin (commandeur des croyants), leur a adressé un message dans lequel il disait : "Nous avons rétabli l'ordre. C'est pourquoi vous pouvez célébrer la Journée internationale de la femme dans une atmosphère de paix et de sécurité comme d'autres femmes le font dans le monde". On peut se demander si oui ou non les Tâlebân ont autorisé cette manifestation uniquement pour donner tort aux critiques négatives de l'Occident, mais leur volon-



Dans cette clinique soutenue par une ONG occidentale et située en zone contrôlée par les Tâlebân, une femme médecin reçoit des patientes. Malgré les contraintes imposées aux femmes, des progrès importants ont été enregistrés dans le domaine de la santé. Photo Swedish Committee for Afghanistan.

té d'organiser la réunion, qui est la première de cette sorte depuis qu'ils ont pris le contrôle de Kaboul en 1996, reflète un sentiment de confiance retrouvée.

Un mollah a ouvert la cérémonie et quelques hommes se sont mêlés aux participantes, mais aucun d'eux n'a pris la parole, ce qui contraste avec la réunion de femmes d'une importance analogue organisée en juillet 1995 sous la présidence de B. Rabbani à l'intention des femmes déléguées à la Conférence de Pékin. Un grand nombre d'hommes avaient alors pris la parole en faveur des femmes. Cependant, deux jours avant le départ de la délégation, des conservateurs avaient réussi à faire avorter le voyage en faisant valoir que le programme de la conférence "permettait la pratique sans entrave de l'adultère et d'autres actes immoraux qui contreviennent à la loi de Dieu". Le rejet du mode de vie occidental qui s'observe depuis longtemps déjà au sein de certaines couches de la société afghane, est bien antérieur à l'avènement des Tâlebân.

Le message des femmes aux autorités

Néanmoins, en mars 2000, les femmes se sont exprimées avec franchise et ont adressé sur de nombreux sujets un message clair aux Tâlebân pour peu que ceux-ci veuillent l'entendre. Dans leurs interventions, elles ont fait l'éloge d'héroïnes du passé qui ont défendu l'islam tout en intervenant en faveur des droits des femmes. Elles ont invité leur auditoire à considérer cette occasion comme un étape importante pour faire reconnaître les droits que l'islam accorde aux femmes, et ont exprimé l'espoir que les femmes pourront finalement reprendre leurs études universitaires. Les Afghanes sont de remarquables oratrices et leur enthousiasme courageux était impressionnant. Dans l'ensemble, c'était une rencontre très détendue.

Quinze jours plus tard, les femmes sont sorties en grand nombre, le 21 mars, pour fêter le Nao Ruz, le premier jour du printemps, en suivant pour l'essentiel la tradition. Avant la guerre, les foires annuelles de Khayr Khana marquaient la journée de l'agriculteur et, à Karte Sakhi, des rassemblements festifs permettaient de célébrer la levée d'un étendard religieux (*djanda*) qui symbolisait l'avènement d'un nouvel espoir pour l'année à venir. L'année dernière, des soldats ont dispersé sans ménagement les milliers d'habitants qui s'étaient réunis pour les festivités. Selon eux, en effet, le Nao Ruz est une fête païenne d'origine étrangère, ni afghane ni musulmane. Cette année, pourtant, comme le calendrier musulman officiel diffère de ceux qui sont

normalement utilisés par d'autres, les Tâlebân ont observé le début de l'année un jour et les habitants de Kaboul, y compris les femmes, ont assisté sans incident aux fêtes du Nao Ruz le lendemain.

Il ne s'agit pas ici de minimiser la rigueur des contraintes imposées aux femmes qui vivent en Afghanistan. Cependant, des progrès importants ont été enregistrés s'agissant des déplacements en public, de la santé, de l'emploi et de l'éducation, quatre domaines qui préoccupent beaucoup les observateurs étrangers. Le secteur de la santé est le plus avancé depuis un certain temps. Le ministère de la Santé publique emploie des femmes, y compris du personnel itinérant et quand il a récemment cherché à embaucher, 800 femmes se sont bousculées à ses portes. De nombreux cours pour infirmières et professionnelles de la santé sont organisés depuis un certain temps en bien des endroits, en collaboration avec des institutions des Nations unies et des ONG. Des vaccinatrices participent aux ambitieuses journées nationales de vaccination qui visent à éradiquer la polio d'ici la fin de l'an 2000. Un grand nombre de programmes de sages-femmes sont gérés par et pour des femmes dans les zones rurales et à Kaboul. Les professionnels expatriés se félicitent de l'intelligence, de la rapidité d'apprentissage et de la motivation des femmes qui participent à ces programmes.

Instaurer un climat de confiance

De nombreux autres exemples pourraient encore être cités, mais la réussite des programmes pour accoucheuses traditionnelles fait ressortir plusieurs points, caractéristiques des approches fructueuses. D'abord, la plupart de ces programmes sont demandés et soutenus par les collectivités. Ensuite, le personnel de santé est très souvent accompagné par un *mahram*, surtout dans les zones rurales. Enfin, il faut instaurer la confiance de tous côtés par un dialogue à double sens entre les autorités et les institutions chargées de la mise en œuvre et entre ces institutions et les collectivités. Une fois que la confiance règne, quasiment toutes les initiatives sont possibles ; sans un climat de confiance, on ne peut pas faire grand chose.

Les professionnelles de santé s'en sortent aussi très bien en donnant des consultations privées dans un certain nombre de régions. A Hérat, par exemple, les ONG ont du mal à trouver des professionnels de santé pour travailler dans des villages éloignés, non pas tant parce que les femmes ne souhaitent guère connaître les difficultés de la vie dans un village, mais parce qu'elles n'ont

aucune envie de quitter leurs lucratives cliniques privées.

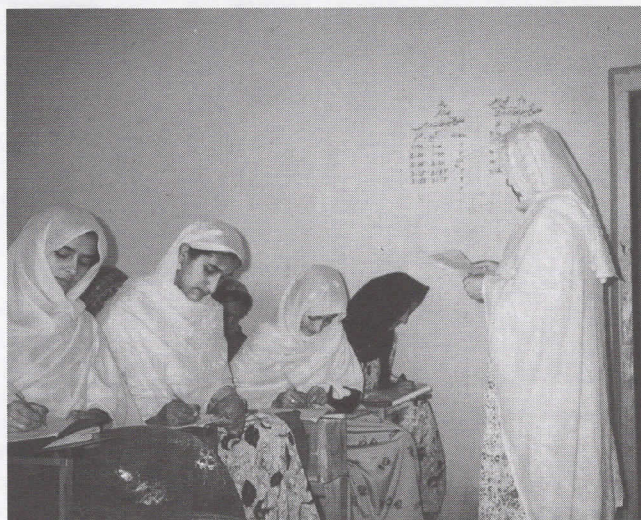
En ce qui concerne l'emploi, la dégradation rapide de la situation économique est très préoccupante. Un grand nombre de projets destinés à procurer un revenu aux femmes sont lancés pour faire face à ce problème, notamment la production de couvre-lits, de confiseries maison, d'aliments, d'ateliers, de filage et de tissage de la soie et bien d'autres encore. Ces projets sont fréquemment conçus dans le cadre de systèmes de micro-crédits. Selon un rapport, plus de 3 000 femmes se sont associées à Kaboul à diverses sortes de mécanismes de micro-crédit. Dans certains endroits, les boulangeries de femmes qui fournissent du pain aux familles démunies à un prix subventionné assurent une solide formation d'alphabétisation et de gestion. Des animatrices sont employées pour la plupart des projets intéressant des femmes, faisant augmenter le nombre de femmes travaillant dans des bureaux.

Ce qui est le plus encourageant, c'est que les femmes elles-mêmes se voient offrir de plus en plus la possibilité de définir les projets destinés à satisfaire leurs besoins. Parfois, la collectivité est aussi associée à la mise en œuvre de ces projets. Ainsi, des femmes ont fait savoir qu'elles avaient besoin d'un système d'approvisionnement en eau plus accessible et les hommes ont accepté de construire la canalisation dans le cadre d'un projet "travail contre nourriture".

De telles initiatives locales sont la base sur laquelle doit se dessiner un progrès effectif.

Progrès moins nets dans le domaine éducatif

Des progrès analogues ont eu lieu dans le domaine de l'éducation, bien que, comme on pourrait s'y attendre, les choses aillent plus lentement. Aussi est-il parfois nécessaire de réaliser des programmes éducatifs sous le couvert de projets de santé. Alors que la situation est toujours la même et que les contradictions observées sont déconcertantes, le débat sur l'éducation des femmes est nettement plus détendu qu'auparavant. Le gouverneur de Kandahar lui-même a récemment proposé aux organisations caritatives d'élargir leurs activités à l'éducation des filles en précisant seulement qu'il fallait respecter trois règles : des équipements distincts, des cours assurés par des enseignantes et des services de ramassage organisés à la fois pour les enseignantes et les élèves.

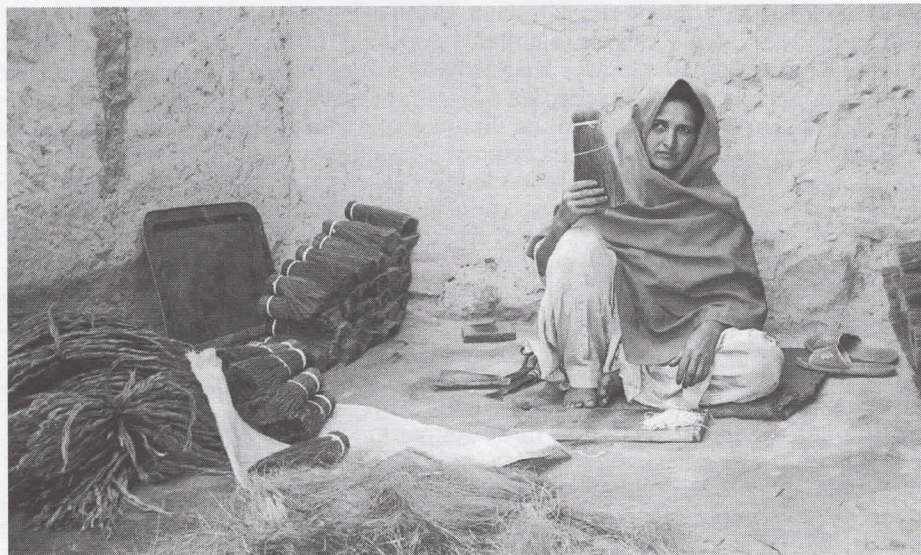


Enseignement pour adolescentes. "Réaliser des programmes éducatifs sous couvert de projets de santé". Photo Swedish Committee for Afghanistan

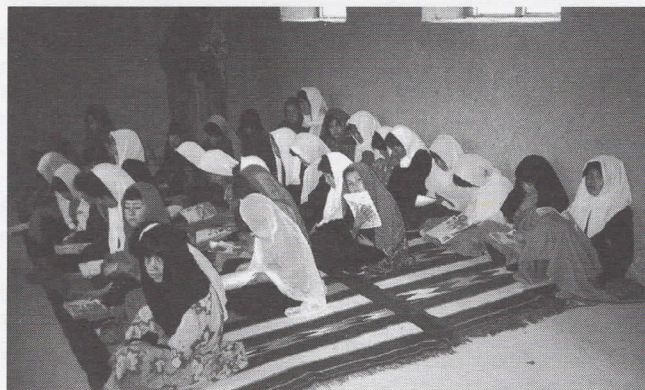
Le programme reste un problème, car les autorités persistent à s'opposer aux matières qui ne touchent pas à la religion. Elles ont annoncé récemment que 80% du programme devrait comprendre des textes religieux si abstrus que même les Afghans très cultivés ont du mal à les comprendre. C'est un retour à l'époque où plusieurs ONG ont été contraintes de fermer des écoles car les documents pédagogiques de cette nature étaient inacceptables. Personne ne sait encore bien si les ONG devront appliquer le nouveau règlement.

Plusieurs autres questions restent également dans le flou. L'âge limite des filles par exemple, est un problème irritant. Une institution a reçu l'autorisation d'ouvrir des classes pour environ 13 000 élèves (où les seuls enseignants sont des hommes !) dans l'enceinte d'une mosquée jusqu'au niveau du lycée, bien que la réglementation précise clairement que les filles ne peuvent aller en classe que jusqu'à l'âge de neuf ans.

D'autres écoles primaires situées à l'extérieur des mosquées sont officiellement qualifiées d'écoles religieuses (*madrassa*), bien que le programme n'y comprenne que des matières laïques. A Kandahar une école est même équipée de laboratoires et d'ordinateurs. Il y a aussi naturellement un grand nombre d'écoles à domicile, qui existent depuis plusieurs années. Certaines



Dans le cadre de systèmes de micro-crédits, cette jeune femme confectionne des balais. Pour faire face à la dégradation préoccupante de l'emploi, de nombreuses femmes se sont lancées dans divers petits projets.
Photo Kari



Ecole primaire domestique pour fillettes. De nombreuses demandes d'ouverture d'école se font entendre. Photo Swedish Committee for Afghanistan

sont clandestines, d'autres ont reçu l'accord tacite des autorités locales, qui ne donnent que rarement une autorisation écrite. Il est impossible de dire combien d'écoles fonctionnent, car elles se sont multipliées à un tel point qu'aucun recensement n'est possible. A elle seule, une organisation a annoncé un accroissement des inscriptions de filles de 130 à 1 263 l'année dernière.

Fait encourageant, on observe un changement d'attitude à l'égard de l'éducation au sein de la population des villes comme des campagnes. Alors que beaucoup vilipendaient autrefois l'éducation laïque, on ne cesse maintenant de demander une école, des manuels de lecture, des sources de connaissances sous toutes les formes, et les collectivités participent financièrement aux actions menées dans ce domaine. C'est là quelque chose qu'elles n'auraient jamais fait autrefois.

Si l'on constate donc que, sur tous les fronts, les choses bougent, le harcèlement reste un problème persistant. Une autorisation tacite n'équivaut pas à une garantie que les programmes seront menés sans anicroches. Le lieu est souvent un facteur décisif. Les projets menés au voisinage des bureaux de l'*Amr bil-Marouf wa Nabi An il-Munkir*, le Service de police religieux responsable de la promotion de la vertu et de l'élimination du vice (surnommé en général V&V), font fréquemment l'objet de visites intempestives. Ceux qui sont réalisés dans des districts situés au sud de la rivière Kaboul, où il y a moins de bureaux du V&V subissent moins de contrôles.

Il est difficile, dans ces circonstances précaires, de conserver son dynamisme. Les bénévoles engagés dans l'action caritative doivent constamment être sur le qui-vive pour faire face à des changements soudains que rien ne vient expliquer. Comme les Tâlebân ne sont pas connus pour leur esprit de suite, les programmes subissent des interruptions inattendues dues à un changement d'humeur des autorités. Les responsables en place un jour peuvent être changés le lendemain et, comme les comptes rendus écrits sont une curiosité à peu près inconnue, leurs successeurs n'ont aucune idée des accords conclus par leurs prédécesseurs. C'est pourquoi, il faut consacrer beaucoup de temps à traiter de nouveau des questions anciennes pour en arriver où l'on se trouvait auparavant. Il est rare, si on obtient une autorisation, de la recevoir par écrit, si bien que des changements abrupts de politique peuvent se produire sans aucun souci de continuité ni de réflexion sur les conséquences des décisions prises. Les divers ministères poursuivent une politique différente, souvent contradictoire, sans guère se consulter. Les compétences des uns et des autres ne sont pas bien définies.

Tout le monde n'est pas favorable à l'ouverture

Il semble surtout que, bien que des décrets soient annoncés, aucune règle n'ait été formulée concernant leur application. A l'époque, marquée par la confusion, où les Tâlebân venaient d'arriver, où ils manquaient d'assurance et où ils n'étaient pas formés pour leurs fonctions, - c'est-à-dire alors qu'ils n'étaient absolument pas prêts pour gouverner - la force brutale était la méthode normale employée pour imposer le respect. Depuis, de nombreux Tâlebân ont travaillé dur pour se familiariser avec leurs fonctions et surtout ils s'adaptent à la dure réalité de la tâche qui leur incombe. Dans le même temps, un noyau motivé au sein des ONG commence aussi à apprécier la complexité de la culture afghane. L'enjeu pour ces volontaires est de trouver comment satisfaire les besoins sans heurter la culture afghane, ni céder sur les principes liés aux droits universels.

Les décrets et règlements promulgués par les Tâlebân sont toujours en vigueur et la plupart d'entre eux ne seront sans doute jamais abrogés. C'est là un fait capital que l'on ne peut négliger. Certains pourraient tôt ou tard tomber en désuétude, mais pour l'instant, les responsables doivent d'abord souligner que certaines actions sont interdites, avant d'ajouter "à l'exception de...". Il semble toujours y avoir des exceptions. Des négociations patientes et adroites peuvent permettre d'étendre ces exceptions et contribuer ainsi à aller de l'avant. Un grand nombre de petits pas - et parfois de grands pas - sont faits de cette manière pour ouvrir la voie du progrès. Les deux parties - qu'il s'agisse des membres d'ONG ou des Tâlebân - apprennent par là même à s'adapter aux réalités culturelles de l'Est et de l'Ouest. Les deux côtés mûrissent. La confiance se renforce et on se sent de part et d'autre plus libre pour parler de ses préoccupations l'un avec l'autre.

Je ne veux pas dire que tout le monde est heureux de parler à l'autre. Malheureusement, alors même que certains responsables manifestent un intérêt de plus en plus grand pour traiter avec les étrangers, ils ont des opposants qui intensifient leur campagne anti-occidentale. L'antipathie à l'égard des étrangers est forte dans certains cercles et des divisions de plus en plus marquées se font jour. On ne peut douter que bon nombre de membres de la hiérarchie sont intimement convaincus que les étrangers sont là uniquement pour introduire des pratiques occidentales dépravées, notamment s'agissant des femmes. De nombreux responsables éprouvent un sentiment de suspicion profondément ancré et restent véritablement persuadés que toute aide dissimule une conspiration fomentée par l'Occident. Pour eux, tout ce qui vient de l'Occident, que ce soit de l'argent ou un expatrié faisant de l'aide humanitaire, constitue comme un drapeau rouge de mise en garde.

Néanmoins, aujourd'hui, un nombre de plus en plus grand de responsables n'hésitent plus à rencontrer des femmes étrangères. En fait, ils semblent souhaiter engager un dialogue. C'est là un changement considérable par rapport au passé. Des cadres d'échange sont apparus. Le processus capital d'instauration de la confiance s'est enclenché. Il s'agit maintenant de ne pas laisser passer cette occasion.

Peshawar, le 12 mai 2000
Traduction Philippe FRISON

(1) Grand voile couvrant les femmes de la tête au pied, avec un simple grillage en tissu à hauteur des yeux.

Dires de Kaboul

recueillis par Olivier TIRARD-COLLET

Les Afghans d'Afghanistan ont fort peu le droit à la parole. En l'absence de tout espace d'expression publique libre, il peut paraître difficile de savoir ce que pensent les gens. Et parfois on est tenté de parler à leur place. Aussi, les "dires" rassemblés ici, aussi fragmentaires soient-ils, constituent un témoignage, simple, mais éloquent, de l'état de découragement dans lequel survit la population de Kaboul.

H. attendait dans ce froid matin de janvier, le teint un peu terreux, les yeux cernés, l'air de porter une immense fatigue qui lui voûte les épaules. Ses problèmes de santé – un gros ulcère et un cœur qui bat de travers – ne se sont pas arrangés. Plus d'argent, plus de salaire, plus de médicaments (de toutes façons hors de prix), il doit s'en remettre à la "médecine grecque" *da'wa-e yunani*, des plantes médicinales vendues sur des étals dans la rue. Sa tentative de fuite n'a rien arrangé: "Je suis parti avec toute ma famille pour Peshawar, avec ma femme et ma fille, en octobre. On a trouvé une chambre [...], et on a attendu deux semaines. Un ami de Moscou m'a promis les trois quarts de l'argent pour plus tard, pour passer en Russie, et puis en Europe. Moi je devais payer le quart tout de suite, alors j'ai vendu tout ce que j'avais à la maison. Ca m'a fait 900 \$, c'est tout ce que j'ai donné au passeur, un Pakistanais. On a tout vendu, le frigo, les tapis, la vaisselle, des vêtements. J'ai gardé que mes livres. Le type a pris l'argent, et je ne l'ai jamais revu. J'ai attendu longtemps, et puis il ne nous restait plus d'argent, alors on est rentrés. On m'a dit qu'il est parti en Hollande. Moi, j'ai tout perdu [...]. Alors je reste à la maison, sous le *sandali* ⁽¹⁾. On mange du pain et du thé."

Comme cet aveu d'impuissance, la collection de propos qui suit est plus un radio-trottoir qu'une véritable enfilade d'entretiens. Les ONG avaient quitté Kaboul et tentaient de revenir en cet hiver 1999, les suspicions pesaient lourd sur tout étranger. Ces paroles ont été recueillies par la grâce d'un micro laissé branché au hasard des rencontres, de manière informelle, et sont ici livrées sans retouches. Elles révèlent des éléments de vie quotidienne, une profonde détresse, de la colère, un discours officiel, ce que l'on a bien voulu ou pu confier chez soi, dans la rue, en taxi, dans des boutiques, dans les bureaux. Elles portent la trace d'une grande lassitude, mais aussi et surtout d'une amertume et d'une résignation fataliste. Le sentiment d'être pris au piège et que rien n'est simple.

"S'en sortir"

Des habitants de Mikrorayon : "On se serre la ceinture ! Avant, on pouvait vivre normalement, manger tous les jours à notre faim. Maintenant, on se débrouille, on dépense peu. Plus de loisirs, maintenant, on ne fait que vivre. Ici, on habite à 12 dans ces trois pièces.

- On mange des biscuits (*rires*) !

- Il y a eu Id, alors on a fait la fête, et maintenant, ceinture. Il faut se priver pour en sortir."

Trois enfants des rues. "Q. Vous êtes tous les jours dans la rue ? Qu'est ce que vous y faites ?

- Je travaille, je demande des *bakhchich*, pour acheter du pain. Ma mère n'a pas de travail. Je suis de Kunduz. Je suis arrivé il y a 4 mois. Mon père est mort (*chahid chud*) à Kunduz, il s'est électrocuté.

- Nous, on est 10 à la maison, nous sommes tous sans travail.

- Mon frère travaille dans une boulangerie. Il est apprenti, il travaille du matin jusqu'au soir. Il gagne cinq gros pains et 5000 af par jour (60 centimes). (...)

Q. Tous les jours, qu'est ce que tu manges à la maison ?

- Du pain et du thé, c'est tout. Tous les jours. Aujourd'hui, c'est ce que j'ai mangé. [...] Le soir, je mange rien.

Q. Tu n'as pas faim ?

- Non, enfin si, mais on n'a pas d'argent. Alors, on mange pas. [...]

- On fait 1000, 2000 af, tous les jours.

- Moi, je fais 5000, 10000, mais avec Id ça va mieux.

- Ouais, ça vaut des allumettes. Tiens, tu vois les allumettes ? On gagne pas plus que ça. Tiens, regarde, [un petit sort un petit tank en boîte d'allumette de sa poche] lui il ramène pas d'argent à la maison. Il se fait des jouets !!

Q. Tu les vends ?

- Non. Je joue avec !"

Deux gamins apprentis teinturiers : "On gagne un lak (100 000) afghanis par mois (14 FF). On travaille du matin au soir. T'as pas de l'argent pour le bus ?"

Un adolescent : "Moi pour le moment, je suis sans travail. [...] Mon père par exemple, il travaille pour le gouvernement et l'Etat ne lui paye même pas de salaire chaque mois ! Il travaille au ministère des travaux publics. Il travaillait là du temps du gouvernement Rabbani et du commandant Dostom. Sa maison à Mikrorayon a été brûlée par une roquette de Dostom. Vous savez ce que je vais finir par faire ? Je vais couper les cheveux des gens, et punir les gens qui ne portent pas de barbe."

Un enseignant : "Cela fait trois mois que nous n'avons pas touché de salaire. Dans les ministères ils disent qu'ils n'ont pas de "budget", pas d'argent. Par contre, pour les mosquées, ils en ont de l'argent. Elles sont belles ! [approbation générale et haussements d'épaules.] Pour les voitures, pour leurs maisons, là oui, il y en a de l'argent ! Des voitures Pajero... Nous, notre salaire c'est pour payer les réparations de pneus de vélo crevés."

Un passant : "Avant il y avait beaucoup de travail à Kaboul, on pouvait gagner beaucoup d'argent, maintenant, le travail est rare. Qui trouve du travail ? Ceux qui



Une des nombreuses mendiante. "Ma mère n'a plus de travail", 1999.

Photo O. Tirard-Collet

ont de l'argent ! Quand il y a beaucoup d'argent, on peut faire des affaires à Kaboul, de grosses affaires, du commerce. On va chercher beaucoup de choses à vendre ici. Mais pour ça, il faut partir avec beaucoup d'argent."

Un expatrié : "Il y a trois gros changeurs à Kaboul. Je connais un gros commerçant qui a une boutique, qui faisait dans le trafic de drogue dans le nord [...]. Il dit nous offrir un taux de change préférentiel, et arnaquer les autres agences. Il est aussi dans un grand trafic d'essence, c'est lui qui en fournit à beaucoup d'ONG [...]. Ces trois changeurs s'entendaient pour maintenir un taux de change, par roulement. Nous ça nous arrange, mais parce que nous sommes au courant, mais ils sont de tous les trafics."

Un commerçant pakistanais : "J'ai une maison à Kaboul parce qu'au Pakistan il y a de nombreux voleurs. Ici c'est la paix, avec les Tâlebân. Moi, j'habite ici. [...] J'importe de la farine à Kaboul."

Une boutique de change : "- Pourquoi l'afghani est tombé si bas ? Il était à 35000 [pour un dollar] avant...
- L'opposition a imprimé beaucoup de billets. Et les bureaux étrangers sont venus et ont beaucoup changé. Et tout a été acheté en roupies pakistanaises, tous les projets sont en roupies. Personne n'a besoin d'afghanis. L'économie pakistanaise est allé mieux le mois dernier, la roupie est montée par rapport au dollar. [passe un vieux mendiant accompagné d'un gamin avec une boîte d'encens.]"

Un enseignant : "S'il n'y a pas de salaire, s'il n'y a pas d'argent, comment on va faire ? Un pain coûtait 2000 afghanis, maintenant ce pain coûte à peu près 4000."

Q. Comment ça ? Dans les boulangeries c'est toujours 2000.

- Oui 2000, mais ce n'est pas le même poids, il est plus petit. Il n'y a pas de contrôle de toute façon."

"Les filles, elles restent à la maison"

Un étudiant : "Q. Il n'y a pas de filles étudiant à l'université maintenant ?

- Non, il n'y en a plus. Il y en avait beaucoup avant [...]. Elles étudient à la maison, elles font euh... Bon en fait, elles n'étudient pas à la maison, elle restent là, et n'ont rien à faire. [...] Le gouvernement leur donne les moyens

d'étudier, enfin, fournit les moyens pour qu'elles puissent étudier. C'est une question difficile. Plus tard, elles pourront venir rejoindre l'université."

Un infirmier de l'hôpital Ali Abad : "Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas à Ali Abad. Les patients n'ont rien à manger. C'est leur famille qui leur apporte à manger. [...] Il y a quelques *boukbari* [chauffages] mais pas assez. Il n'y en a pas dans les chambres des patients, il n'y a pas d'électricité non plus. Il n'y a pas de lessive. Tous les médicaments de l'hôpital viennent du Pakistan. Q. Est-ce que les femmes peuvent aller à l'hôpital d'Ali Abad ?

- Oui, pourquoi pas ?

Q. Est-ce qu'il y en a en ce moment ?

- Non, il n'y a pas de femmes en ce moment, parce que les femmes ne sont pas autorisées à travailler dans les hôpitaux.

Q. Alors elles ne peuvent pas y aller ?

- Non elles ne peuvent pas y aller. Il y a un hôpital spécial pour elles, l'hôpital Rabia Balkhi. Mais c'est pareil [...] les gens ne gagnent pas assez pour vivre. Il n'y a rien parce qu'il n'y a pas d'organisation pour les aider.

- Est-ce que vous, vous touchez votre salaire à l'hôpital ? Qui le paye ?

- Je ne sais pas. En ce moment, ils payent 150 000 af. Ça permet pas de vivre, si ?"

Deux jeunes filles : "- Nous ça ne nous gêne pas le tchadari (*voile afghan intégral*). Avant, c'était déjà très difficile, maintenant, on est fatiguées parce qu'on a toujours peur.

- Des fois ça va mieux, des fois il faut se cacher. Par exemple, si les Tâlebân gagnent dans le Nord, ça va mieux, on peut sortir. Mais si c'est Massoud qui gagne, alors ils battent les femmes, ils sont partout en ville, le *Amr bel Ma'rouf* [police religieuse] nous bat pour rien du tout.

- Moi ils m'ont battue. Maintenant, j'en ai assez. Si je ne peux plus étudier, je préfère mourir. J'espère que ça ira mieux si je vais au Pakistan. Je crois qu'il y a encore une université là-bas"

Des femmes mendiante : "Je n'ai pas de maison, je n'ai pas d'argent et trois enfants, charité, j'ai faim, j'ai faim ! [Une vieille femme commence à hurler, toutes les femmes se mettent à crier, des gamins nous ont rejoints, ça devient un attroupement.] Donne nous 10000, 5000 [un taleb s'approche, l'une des femmes commence à le noyer de reproches et d'injures : laisse-nous, on a faim, on n'a pas de mari, va t'occuper de tes affaires, ce n'est pas toi qui vas nourrir nos enfants !]"

"Passeport et visa"

Un habitant de Chabr-e Nao : "Hier, un garçon a été battu ici, dans une de ces rues, les Tâlebân lui ont donné beaucoup de coups, parce qu'il avait trop peu de barbe. Ceux qui n'ont pas assez de barbe, ils sont battus [...]. Les femmes sortent parfois, mais dès que les Tâlebân sont un peu nombreux, elles restent dans les maisons. Les Tâlebân battent celles qui sortent seules, alors les femmes ne sortent qu'avec quelqu'un qu'elles connaissent. C'est bien simple, le chapeau et la barbe, ce sont nos passeports et nos visas pour pouvoir sortir en Afghanistan ! [...] Dans un autre pays, quand cinq ou dix personnes meurent, tout le monde est au courant. En Afghanistan, même si des milliers sont tués tous les jours, personne ne voudrait rien savoir du tout."

Deux adolescents revenus de Peshawar. "Avant, sous le gouvernement de Rabbani, il était impossible de vivre à Kaboul. Tous les jours, il y avait les roquettes de Gulbuddin. Tous les jours, des innocents étaient tués

et blessés [...]. Maintenant, depuis que les Tâlebân ont pris Kaboul, tout le monde a quitté la ville. Il est impossible pour les gens de trouver du travail nulle part. S'il n'y avait pas de guerre dans notre pays, il serait possible pour les gens de travailler partout. Maintenant que la guerre continue, il est impossible pour les Tâlebân de trouver du travail pour tous. Quand ils auront pris tout le pays, il faudra qu'ils trouvent du travail pour tous à Kaboul et en Afghanistan. Moi et mon ami, nous sommes tous les deux sans travail, et puis toutes les organisations étrangères qui travaillaient à Kaboul sont reparties dans leur pays.

Q. Pourquoi ?

- [...] Je sais pas. J'ai demandé à beaucoup de gens. Personne n'a pu me répondre. Tout le monde a sa propre idée. L'un dit que ce sont les pays étrangers, les dirigeants. Mais ici, ils travaillaient avec les pauvres. Je ne sais pas, je ne comprends rien.

- Vous croyez que les autres pays devraient aider les Afghans dans la guerre ?

- Les gens disent ici que le commandant Massoud appartient à la Russie ou à l'Iran, et que les Tâlebân appartiennent aux USA et au Pakistan. Moi je ne sais pas si c'est vrai. C'est un sujet compliqué, et dangereux."

Un directeur d'école : "Le ministre de l'Éducation n'a pas l'autorité de permettre aux filles d'aller à l'école. La décision vient de plus haut que lui, aucun ne veut prendre cette décision. Maintenant, vous savez quelle est la position de l'ONU avec tout le poids qu'elle a, vis-à-vis de l'Afghanistan: tant que vous n'accepterez pas, nous ne vous accorderons pas notre reconnaissance. Qu'est ce que ça signifie ? Nous avons mis fin à la guerre. Kaboul est maintenant calme. [...] Venez nous aider maintenant, pour que nous puissions reconstruire le pays dans le futur, remettre en état l'éducation et l'enseignement, recommencer les cours, et plus tard nous verrons pour l'éducation des filles et le travail des femmes. Mais aujourd'hui, comme auparavant, si vous insistez encore pour que des cours de filles commencent ou que les femmes aient le droit de travailler, ça ne sera encore pas possible. Nous avons réussi à trouver une solution à notre principal problème, car notre problème le plus grave est la guerre, ce sont les ennemis de la patrie, nos opposants. Il faut d'abord que nous apportions la paix dans l'ensemble du pays, la sécurité pour tous les habitants, construire une armée puissante. Après ça, nous sommes prêts à travailler avec toutes les organisations des Nations unies. [...] Pour l'instant il y a des dépenses pour la guerre. Dans l'autre camp, des pays membres de l'ONU apportent leur aide, c'est pour ça que la guerre continue. L'Iran, la Russie, membre du Conseil de Sécurité, les aident aussi. La Turquie et l'Ouzbékistan, l'Inde. Tous ces pays ont un siège à l'ONU. Ils sont en train de mettre en pièce les maisons et les biens des gens. Pourquoi ne sommes nous pas entendus par l'ONU ? 26 provinces de l'Afghanistan ont été libérées. 4 provinces posent encore un problème. Kaboul, la capitale, est libre. Qu'ils ouvrent des représentations ! [...] Cela fait des années que l'ONU n'a pas fait quelque chose de positif en Afghanistan, et cela fait des années que l'Afghanistan dit "nous n'avons rien à faire avec l'ONU". Ça n'est pas du bon travail ! A l'ONU, il y a plus de deux cents pays du monde. Un tout petit pays, qui en plus est en guerre. A ce pays, on dit "il faut que vous résolviez tous vos problèmes". Les problèmes de l'Afghanistan viennent de toutes les directions. Mais on attend de notre Etat des conditions que l'on demande aux autres pays. Nous ne pouvons pas être comme l'Angleterre, comme l'Amérique ou la France. [...] Pour ce qui est des femmes, il y a aussi des traditions. Ici,



Sur les berges de la rivière Kabul. "Nous, on est dix à la maison, nous sommes tous sans travail". Photo O. Tirard-Collet

c'est la ville de Kaboul. Si vous allez dans la campagne, dites leur aux gens d'enlever le *tchadari* de leurs femmes, et de les laissez sortir, et que vous leur donnerez des dollars. Vous allez voir ce qu'on va vous répondre ! Ce sont les traditions des gens ici.

La guerre a détruit l'Afghanistan, il y a eu des bombardements, des vols, des pillages, des viols... C'est d'ici que viennent les problèmes des gens. [...] Regardez les fenêtres autour de vous, les portes, les trous dans les murs, les toits, tout ça, qui est-ce qui les a faits ? C'est ça la réalité. Les combats, la guerre ont détruit les esprits. Ils ont tué des gens, ont pillé et détruit les biens des gens, ont ruiné les bâtiments, ont volé les livres, pour réparer tout cela, c'est une tâche énorme. A présent on veut ramener la sécurité, c'est cela qu'il faut aider. Dans le futur, on verra. Si vous ne venez pas nous aider avec l'éducation des étudiants et des élèves maintenant sous prétexte des droits des femmes, peut-être que nous allons rester encore plus longtemps dans ces problèmes, dans cette situation et dans ces discours inutiles. Mais écoutez bien, au moment où l'Afghanistan aura retrouvé la stabilité, plus tard ou moins tard, le monde se souviendra de l'Afghanistan. Après vingt ans de guerre, dans n'importe quel pays, il se serait passé la même chose."

Les ONG donnent trop de travail

Un ancien haut fonctionnaire francophone : "Les Tâlebân sont les seuls à pouvoir unifier l'Afghanistan, mais la guerre continue. Je connais quelques personnes chez les Tâlebân, ils disent que pour l'instant ils doivent laisser le pouvoir à des gens frustrés, des villageois, c'est donc un peu difficile à Kaboul. Mais ces gens seront écartés quand la paix sera revenue. [...] Les Tâlebân doivent changer ou partir, mais pour l'instant il n'y a pas de remplaçant. Il faut que les intellectuels, les *Rûchân fekrân* (litt. esprits éclairés) se réunissent et s'organisent, les exilés et ceux qui sont restés [...] Regardez le gouvernement tadjik pendant quatre ans, qu'ont-ils fait ? J'ai tellement vieilli en quatre ans ! Un jour je n'étais pas là, une fusée a explosé dans ma chambre, mes tableaux et mes livres ont été anéantis. Ici des bombes, là des balles. Les enfants couraient se coucher sous les tables, c'était effroyable. [...] Lorsque je dis aux Tâlebân : il faut reconstruire l'Etat, ils sont étonnés. Lorsque je dis que le futur ne peut se faire que si tout le monde se met autour d'une table, ils m'ignorent."

Un enseignant : "C'est dur. Ils ont coupé beaucoup de pieds et de mains, ils les ont accrochés dans des places de Kaboul, avant la fête de Ramazan. Les gens ne sont pas contents."



Dans les rues de la capitale, 1999. "Le futur ne peut se faire que si tout le monde se met autour d'une table".

Photo O. Tirard-Collet

Un chauffeur de bus : "Les Tâlebân sont terrorisés par Massoud. Il fait une guerre technique, tactique. En un coup, hop! Il prend 200, 300 Tâlebân. Le Pandjchir est plein de Tâlebân, ils refont les routes!"

Un journaliste occidental : "L'essentiel dans cette guerre, c'est la propagande. La communication. Depuis le temps que le Dr Abdullah [le porte parole du Front uni] annonce des captures de Tâlebân, le Pandjchir doit contenir plus de Pachtouns que de Tadjiks!"

Un employé d'ONG : "La guerre est un business! C'est un business entre commandants, ce n'est même plus une guerre."

Ministère du Plan : "Tous les détails sur l'enregistrement sont dans le texte *Rules and Regulations*. Vous en avez un? [...] Maintenant c'est une loi. Chaque ONG est obligée de s'enregistrer auprès de l'Emirat islamique d'Afghanistan. Elles doivent donner des informations à propos de leurs projets en Afghanistan, ainsi que sur leur personnel et leur organisation. Après cela, vous donnez des informations sur l'organigramme au Ministère des Affaires étrangères, ils vous donnent votre "application form" là bas. Puis vous venez ici, et on vous donnera une lettre pour vous présenter au Ministère de l'Education supérieure, et puis il faudra que vous leur donniez votre lettre, parce que ce sont eux qui sont concernés par Polytechnique, alors il faut dire combien vous avez besoin de salles [...]. Après le Ministère de l'Education supérieure, vous pouvez commencer la procédure d'enregistrement. Nous vous donnons un document, et puis il faut que vous alliez à la Bank-e Melli, pour mettre une petite somme d'argent, et ouvrir un compte. Après, votre proposition doit être remplie et soumise à la Haute Commission du ministère du Plan, et si la haute commission accepte votre demande, nous vous donnons une lettre. Cette lettre vous autorise à reprendre vos activités, et vous pouvez avoir un visa. [...] Ce règlement s'applique pour l'ensemble de l'Afghanistan.

Q. Tant que nous ne sommes pas enregistrés, nous ne pouvons travailler nulle part en Afghanistan?

- Vous devez d'abord vous enregistrer officiellement. Si vous êtes en train de le faire, c'est illégal. Si vous avez

besoin d'un protocole, vous devez détailler vos activités pour le gouvernement, et pour les bailleurs. Cela prouve que vous êtes capable de redémarrer officiellement vos projets.

Q. Qu'est ce que ça devrait inclure?

- De tout. Tout d'abord le budget des donateurs. Ensuite les détails du programme, le plus important c'est le budget."

Ministère des Affaires étrangères, un haut fonctionnaire : "Vous comprenez, notre problème est qu'il y a trop d'ONG à Kaboul. Elles ont toutes un bureau, une résidence, des dépenses, des projets, et ça nous donne beaucoup de travail. Vous ne pensez pas qu'il serait mieux que toutes les ONG de chaque pays se regroupent, qu'elles aient un bureau ensemble? [...] Les ONG sont trop impliquées dans la politique. [...] Nous sommes un pays indépendant. Nous nous sommes débarrassés des Anglais, des Russes, des Iraniens. Pourquoi toujours de la politique, Massoud et les autres? Regardez l'Irak! L'Amérique a bombardé, et la France, un vieil ami de l'Irak, n'a rien fait. Est-ce que Saddam est parti? Qui a souffert? [...] En France, pourquoi le gouvernement ne laisse-t-il pas les élèves musulmans aller à l'école avec leur foulard?"

Un étudiant : "Je suis élève en Sciences politiques. C'est le programme qui existait avant.

- Celui qui était utilisé sous les communistes?

- Non, ça a changé. Spécialement sous ce gouvernement, le gouvernement des Tâlebân. En particulier les matières islamiques, il y en a plus maintenant. Venez, changeons de trottoir...

- Est-ce que vous voulez devenir professeur plus tard?

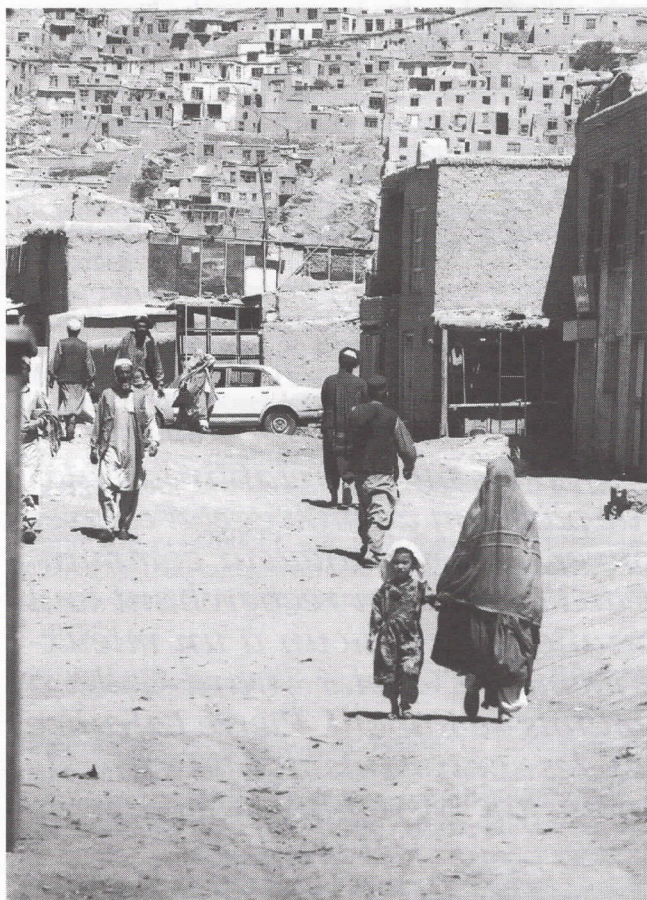
- Non, non, je veux devenir un homme politique.

- Quel genre d'homme politique?

- Un homme politique honnête.

- Comment est-ce que vous décrivez vos hommes politiques actuels?

- Je ne peux pas les décrire. Peut-être une autre fois. Il pourrait y avoir des problèmes. Nous sommes dans une situation critique. Nous n'avons pas de gouvernement régulier [...] il n'y a pas de lois. Comment décrire les hommes politiques en Afghanistan? Je ne peux pas



"Regardez les fenêtres autour de vous, les portes, les trous dans les murs, les toits, tout ça, qui est-ce qui les a faits? C'est ça la réalité." Photo O. Tirard-Collet

comprendre. En fait je pense qu'il n'y a pas d'homme politique en Afghanistan maintenant."

Un employé d'ONG : "En fait, quand j'y pense, ce gouvernement et le précédent c'est la même chose. Par exemple, ceux-là prennent juste le nom de mollah. [...] Q. Mais ce sont les mêmes gens ?

- Presque tous ! Ils changent juste de noms, et ils prennent des titres, mais ce ne sont pas des religieux ! Ils sont juste des gens ordinaires, et ce sont les mêmes qu'avant. Et maintenant, ils s'appellent mollah-quelque chose. Ils viennent tous d'autres professions, il y avait des fonctionnaires, des journalistes, des militaires... Mais une fois mollah, ils ne travaillent plus, ils ne font plus rien. Tout le monde peut faire un travail de mollah. Ce sont des gens qui veulent quelque chose avec le pouvoir."

Deux adolescents : "- C'est qui ça, le roi ?

- Le roi ? Il est mort !

- C'est *Amir ul-Mu'minin* [Mollah Omar], le roi [rire]"

Un chauffeur de taxi : "J'ai fait le djihad pendant dix ans dans le Paktya, je suis Pachtoun, 10 ans de guerre ! Et puis quand les partis ont commencé à se battre, j'ai arrêté. Et hier, un gamin m'arrête, 17 ans, je ne sais pas, et il m'a coupé les cheveux, dans la rue ! Mais c'est quoi leur problème ?"

"Leur esprit est kharab"

Un chauffeur de taxi, ancien professeur d'université : " - [Le gouvernement] n'a pas de budget. Il n'y a pas assez d'argent imprimé pour tous les salaires. [...] L'argent ne va pas pour financer l'Etat, tout part pour les Tâlebân. Q. Et Massoud, où trouve-t-il l'argent ?

- Il prend celui des Chouravis [Soviétiques], non ? [...]"

Maintenant, plus personne ne va à l'université. Comme l'Etat ne donne plus de salaires, plus personne ne veut travailler dans l'administration, ça ne sert plus à rien, on fait beaucoup d'efforts, on étudie 12, 13 ans à l'école. Mais tout ça avec l'espoir que dans le futur, on trouvera un bon boulot, qu'on pourra fonder une famille. Maintenant, à quoi ça sert d'aller à l'université pour travailler pour l'Etat, mais ne pas recevoir de salaire ? [...] Tu n'es jamais venu auparavant ? Si tu étais venu à l'époque du gouvernement de Nadjib, c'était vraiment bien ici. Les salaires étaient bons, les gens vivaient dans la tranquillité, on faisait un an de service militaire, mais on recevait des aliments subventionnés, on trouvait du boulot, tout ce qu'on voulait faire *on le pouvait* ! Tu pouvais fumer, aller au cinéma, c'était comme tu voulais ! Les femmes, les filles se promenaient librement, tu pouvais boire, on était libres, on faisait ce que l'on voulait ! Les hommes et les femmes étaient ensemble, c'était un très bon régime [...] Est-ce que je peux te poser une question ? Où est Alain Delon ? C'est quelqu'un de très intelligent. Il fait de très bons films. On les voyait à la télévision. A l'époque de Nadjib, la télévision était vraiment bien. Il y avait des films français, américains, italiens, tous les jeudi soirs il y avait du cinéma étranger. [...] Rentre en France. Ici, c'est foutu, les gens sont mauvais. A Kaboul, il ne reste plus de gens bien. Tous sont partis. Il ne reste que de mauvaises gens, des gens de guerre, la seule chose qui les intéresse est la guerre, il ne connaissent rien d'autre. Tous sont illettrés."

Un père de famille : "les enfants d'Afghanistan, leur esprit est *kharab* (foutu), il n'y a pas d'écoles..."

Un fonctionnaire : "Les professeurs, ne viennent pas au travail. Au lycée Maryam, ce sont les professeurs de religion qui travaillent. Il y a 25 élèves. Avant, il y avait 200, 250 élèves."

Un étudiant : "J'en ai marre de ce pays ! Je veux faire des études, mais ici, faire quoi ? Je veux étudier la médecine, ici, les étudiants en médecine sont tous des assassins ! Pour gagner de l'argent, je travaille dans un atelier de tapis. Il faut que je parte d'ici !"

Un employé d'ONG : "Pour les filles ce n'est pas si difficile. Ma fille est déjà mariée. Maintenant, les Tâlebân sont là, c'est normal que les filles n'aillent pas à l'école. Mais pour le moment, ce qui me fait peur pour l'avenir de ce pays, c'est l'éducation des garçons."

Q. Mais vous pensez que c'est normal si les filles ne vont pas à l'école ?

- Je ne suis pas si sûr qu'elles retournent à l'école. Ce qui est sûr, c'est que maintenant les garçons non plus ne peuvent pas avoir d'éducation. Les garçons peuvent aller à l'école, mais il n'y a plus d'école ! Moi, je vais essayer de faire partir mon grand garçon quelque part, n'importe où, l'Iran, le Pakistan, l'Europe, n'importe où !"

Des enseignants : "Moi, cela fait trente ans que je travaille dans ce lycée. Pour moi, ici, c'est un peu comme ma propre maison. Et tu te rappelles tout ce qu'on a vu ici ? Les roquettes, nos élèves qui se font tuer, comme là dans ce bâtiment, quand on a dû faire descendre tous les élèves à cause des bombes. Un de mes élèves, qui était dans cet endroit, a été tué par une roquette, ici, à cette porte."

- Nous sommes des professeurs, et notre travail, c'est d'enseigner aux élèves, c'est l'éducation. C'est à ça qu'on sert."

Un professeur : "Nous on reste ici. On reste. On est obligés. On n'a pas de choix." ■

(1) braséro recouvert d'une couverture sous laquelle on se blottit l'hiver.

Cueillette d'idées

par Pierre LAFRANCE

Il y a deux manières de reconstruire un pays ou d'y rétablir la paix. La première consiste à partir des chefs de partis ou de milices et d'essayer de les faire se rencontrer en vue de trouver un dénominateur commun. L'autre est de s'intéresser à la base et de l'écouter en recherchant tout ce qui peut aller dans le sens des aspirations de chacun à un mieux-être et à plus de cohésion sociale. De même qu'Olivier Tirard-Collet a essayé de rassembler les "dires" des habitants de Kaboul, Pierre Lafrance s'en est allé à la cueillette des idées et des sentiments des paysans de la région de Djalalabad, où l'association MADERA s'occupe de développement rural.

Au cours d'un récent séjour en Afghanistan, il m'a été donné d'avoir des entretiens approfondis avec des "chouras" ou "djirgahs" villageoises comme avec des paysans isolés, et cela essentiellement dans l'est du pays aux alentours de Djalalabad. Je suis également passé à Islamabad et à Peshawar où j'ai rencontré des responsables pakistanais. A l'époque où je me trouvais dans la région - c'était en février - les menaces de sécheresse catastrophique n'étaient pas encore perçues. De fortes pluies avaient même laissé espérer un hiver et un printemps plutôt humides.

Ce qui paraissait retenir l'attention prioritaire de mes interlocuteurs afghans était de l'ordre de la reconstruction et de la consolidation. La reconstruction concernait au premier chef les communautés elles-mêmes en tant qu'entités sociales. Il s'agissait de mettre fin à leur dispersion, et ne conservant des faits migratoires que ce qui concourait au bien commun. En d'autres termes, il fallait faire rentrer les réfugiés, leur donner les moyens d'une vie décente, tout en se gardant de hâter le retour des familles ayant eu la chance de se procurer des ressources substantielles à l'étranger, au Pakistan notamment, grâce à des emplois stables. Ces familles étaient susceptibles, à terme, de contribuer par de petits investissements à l'amélioration globale du niveau de vie dans leur village d'origine et il ne fallait pas se priver de cet atout. Il était clair, cependant, que le retour des réfugiés ne pouvait se concevoir hors d'un environnement économique suffisamment assaini pour que les rapatriés soient pour leurs communautés une source d'enrichissement et non une charge.

La question des terres

A cet égard, un problème majeur se posait qui découlait des évolutions démographiques récentes. Les familles de réfugiés s'étaient au total considérablement agran-

dies fut-ce à un rythme annuel modeste. En l'espace de quinze à vingt ans, le nombre de bouches à nourrir avait cru de 30 à 50%. Dès lors les terres jadis mises en valeur par la communauté, même si elles semblaient en passe d'être toutes réhabilitées et si les méthodes culturales s'amélioraient, ne pouvaient suffire à assurer à ses membres le niveau de vie qui était le leur avant la guerre. Il était donc indispensable de mettre de nouvelles terres en culture en augmentant les surfaces irriguées puisque, dans le réseau des affluents de moyenne Kaboul, la culture sèche était exclue. Les "chouras" ont été unanimes à préconiser deux méthodes présentées comme complémentaires en vue d'atteindre l'objectif énoncé : le recours à des barrages collinaires et le percement, à partir d'aquifères situés en altitude, de réseaux de canaux souterrains (karez). Pour ce qui est des barrages, les Afghans consultés se sont régulièrement référés à des programmes amorcés ou annoncés à l'époque du Sardar Daoud. En ce qui concerne les karez, ils ont estimé que les meilleurs responsables en la matière se trouvaient au Wardak et qu'il fallait recourir à eux. Ainsi ont-ils souhaité voir se conjuguer l'emploi de techniques modernes importées de l'étranger (barrages) et celui de savoir-faire ancestraux (karez).

Commerce et artisanat

Mises à part les activités proprement agricoles et celles d'élevage qui leur sont naturellement associées, les paysans ont espéré voir se développer le petit commerce et l'artisanat dont ils ont déploré la quasi disparition dans leurs villages. Les métiers pour lesquels la demande était particulièrement forte étaient ceux de charpentier et de forgeron, de barbier (en tenant compte des diverses fonctions paramédicales attachées à cette profession), de sage-femme, de cordonnier-bourelletier et d'électricien. Enfin des boutiques polyvalentes de commerce de détail seraient les bienvenues. En fait, pour certains appropi-



L'entretien des *karez* est indispensable pour mettre de nouvelles terres en culture. Photo B. Dupaigne

sionnements et réparations essentiels à la vie rurale, les villageois étaient obligés de parcourir d'assez longues distances sur les pistes et les routes défoncées menant à la ville. Aussi souhaitaient-ils qu'un programme comportant apprentissage accéléré et ouverture d'échoppes et d'ateliers villageois soit mis en œuvre en liaison avec les ONG. Il permettrait d'offrir des emplois à des réfugiés tout en renforçant l'autonomie des villages.

Les routes et le crédit

Ces remarques mettaient en lumière l'importance primordiale que revêtait la reconstruction des voies de communication et l'accès au crédit pour les paysans. Cette double urgence a été particulièrement soulignée quand a été abordé l'avenir à long terme des communautés rurales et la consolidation des assises de leur vie économique. Pour l'heure cette dernière restait très largement tributaire de la culture du pavot. Celle-ci en effet restait l'accès le meilleur et le plus sûr aux ressources monétaires. Or le pavot ne jouait pas en l'occurrence le seul rôle de culture de rente mais il était une source de crédit tandis que sa mise en réserve pouvait le moment venu procurer les fonds correspondant à des besoins exceptionnels (mariages, réparations importantes). Bref l'opium était à la fois crédit agricole et caisse d'épargne. Certes, la première des deux fonctions n'était pas remplie dans des conditions avantageuses pour les paysans ; ceux-ci, interrogés à ce sujet, se sont accordés à considérer que les prix retenus pour base des avances qui leur étaient consenties par les trafiquants sur les récoltes à venir n'étaient que la moitié de ceux habituellement versés pour l'achat d'opium déjà récolté. En fait les "transitaires" faisaient valoir les risques qu'ils encouraient en avançant des fonds, tant il était clair que ces gens, issus d'autres tribus pachtones et n'ayant aucun lieu de sang avec les producteurs, se conduisaient à leur égard sans scrupule tout en sachant les rassurer par leur courtoisie et leur appartenance à une même aire linguistique et culturelle. Jamais on n'avait pu les amener à consentir un simple "à valoir" sur la future récolte, seul l'achat



Pour donner les moyens d'une vie décente aux réfugiés qui reviennent il faut augmenter les surfaces de terres irriguées. Cultures légumières d'un projet Afrane dans le Logar. Photo Y. Faivre

d'avance était de règle.

Cette façon d'échapper à l'enfermement dans la pure activité de subsistance était, selon tous les paysans interrogés, loin de les satisfaire. En raison même des problèmes moraux qu'il posait, le recours au pavot ne pouvait être que furtif, exposé aux répressions de tout pouvoir en quête de reconnaissance internationale. Il était indispensable de "trouver autre chose". Cependant jusqu'à présent, les cultures de rente plus normales (maraîchage, pomme de terre, blé) n'avaient pas trouvé les débouchés escomptés au Pakistan, dont les autorités avaient eu un comportement en dents de scie vis à vis des exportations afghanes, et dont les productions étaient de toute façon concurrentielles. La solution était d'en revenir aux cultures fruitières diversifiées d'autrefois (un responsable de la FAO devait faire remarquer avec pertinence que l'agriculture afghane sous sa forme achevée était en fait une horticulture). Cependant, pour obtenir une production substantielle en un tel domaine, il fallait attendre la croissance des arbres, soit de trois à cinq ans. Par ailleurs, un acheminement rapide vers les lieux de vente était nécessaire, sauf déperditions désastreuses. On ne pouvait imaginer les exportations de fruits sans une amélioration décisive du réseau routier. De même, un accès des paysans au crédit était absolument indispensable pour qu'ils puissent procéder aux investissements, notamment en temps, qu'appelaient la culture arbustive. Une fois de plus, la demande portait avec insistance sur la route et sur la banque.

Les infrastructures sociales

Naturellement, les villageois ont tous reconnu que les conditions d'un retour des réfugiés ne se limitaient pas au seul domaine économique. Certaines infrastructures sociales de base leur paraissaient indispensables. En tout premier lieu se situait l'école. L'un des membres les plus âgés et les plus respectés d'une choura nous apostropha d'ailleurs à ce sujet avec vigueur : "Croyez-vous qu'une fois réalisés tous les projets, dont nous avons parlé : irrigation, cultures fruitières, routes, notre communauté sera vivante ? Eh bien, non Monsieur ! Elle sera morte tant qu'elle n'aura pas d'école". En fait les propos des paysans devaient révéler que l'école à laquelle ils pensaient était un établissement dispensant une éducation fondamentale garantissant ouverture d'esprit et aptitude à acquérir des compétences professionnelles.



L'amélioration des routes et des infrastructures routières est décisive pour le développement des régions comme la reconstruction de ce pont. Photo Afrane

Cela s'appliquait d'ailleurs à leurs yeux aux enfants des deux sexes. On ne voyait certes que des avantages à la présence d'écoles coraniques mais on voulait aussi avec insistance des écoles dispensant des connaissances autres que religieuses. En fait les paysans ont exprimé au nom des jeunes générations de leurs communautés un besoin d'instruction ouvrant sur le monde. Certains ont été très explicites : "Nous souhaitons voir nos enfants faire des études à l'étranger notamment en Europe et même s'y établir pendant un certain temps pour qu'ils puissent nous communiquer leur connaissance du monde". Une demande très forte concernait par ailleurs la santé. Il n'y avait pas assez de dispensaires de proximité pour les premiers diagnostics, les hôpitaux étaient trop éloignés et surpeuplés. Jamais les réfugiés, qui au Pakistan avaient un accès aux soins de santé primaires, n'accepteraient de rentrer au pays sans la garantie d'avantages équivalents pour eux mêmes et leurs familles. A ce propos on a raconté dans l'un des villages l'histoire d'un jeune marié pris de douleur lors du repas de noces. On avait convoqué un mollah qui avait vite reconnu que les Djinnis s'acharnaient sur le malheureux déjouaient ses exorcismes. Il fallait s'adresser à un homme de religion plus savant et expérimenté, à Djalalabad. On était donc parti en toute hâte vers la ville. Mais on avait pris soin d'y consulter au préalable les médecins de l'hôpital : ils diagnostiquaient une appendicite et le jeune homme une fois opéré avait pu rentrer chez lui. Toutefois il avait failli mourir tant le voyage avait été long et pénible. De nouveau était abordé le thème de la route.

On peut dire que, dans l'ensemble, les chouras ont manifesté un attachement naturellement équilibré pour les savoirs et les moyens techniques modernes et ceux légués par leur culture ancestrale, en exprimant une nostalgie particulière pour les premiers dont ils se sentaient visiblement le plus privés. Le symbole de l'alliance entre les deux univers nous a été offert à Gandomak où un moulin à eau traditionnel avait été utilisé pour actionner une petite turbine alimentant le village en électricité.

Désenchantement politique

Toutefois ces aptitudes à allier innovation et tradition ne se traduisaient guère chez les villageois par une conscience de la force qu'ils pouvaient en tirer. D'une manière générale ils ont eu des formules incantatoires pour appeler au retour d'un Etat bienfaisant, honnête,

efficient ou à une sollicitude tutélaire de la communauté internationale mais ils n'ont guère paru imaginer qu'ils pouvaient par eux mêmes, à travers notamment des associations de villages au sein d'un ensemble géographique donné, faire évoluer radicalement leurs conditions de vie. En tout cas les tentatives à cet égard si elles existaient restaient très timides.

Une autre impression qui s'est dégagée de ces entretiens a été la méfiance des communautés rurales à l'égard de la politique. Ils n'ont marqué aucun attachement particulier au mouvement Tâleb mais une vive méfiance à l'égard de l'alliance du Nord. Ils se sont gardés d'entrer dans la controverse sur les projets de Loya Djirgah et s'ils se sont référés au Sardar Daoud c'était, ont-ils pris soin de préciser, en raison de ses projets de développement et non pas de sa politique générale. Visiblement, ils ne voulaient surtout pas être détournés de leurs préoccupations concrètes par un quelconque débat partisan.

Propos des réfugiés

Consultés dans la région de Peshawar les réfugiés ont très largement confirmé les opinions émises par leurs compatriotes installés dans leurs villages. Il ne pouvaient envisager de rentrer en Afghanistan s'ils n'y trouvaient pas ou n'avaient pas l'assurance d'y trouver à terme les conditions de vie qui étaient les leurs au Pakistan. Cela voulait dire : des écoles pour garçons et filles, des dispensaires, des routes asphaltées, de l'électricité et enfin un vrai marché de l'emploi. Ils ont cependant donné à leurs exigences un tour nettement politique. Ils souhaitaient voir installé en Afghanistan "un régime reconnu tant à l'intérieur qu'à l'extérieur même du pays"

Quelques aperçus politiques

Quel régime pour l'Afghanistan ? Cette question se pose naturellement dans les conversations que l'on peut avoir avec les autorités pakistanaises. D'une manière générale, celles-ci avouent bien volontiers qu'il ne peut être question pour elles d'accorder le moindre soutien à un mouvement politique afghan qui puisse devenir hostile au Pakistan ou être perçu comme hostile par le monde pachtounophone des deux pays. Assez vite, elles en viennent à conclure que le mouvement Tâleb est encore ce qui convient le mieux dans la conjoncture actuelle tant pour les Afghans eux-mêmes auxquels la tyrannie des commandants locaux était insupportable que pour les Pakistanais. Il reste à amener les Tâlebân à faire certaines concessions. Là, les avis semblent se répartir entre deux courants. Selon certains, il convient de les encourager à la modération, au pragmatisme, et à l'écoute plus attentive de ce que demandent les populations. Pour d'autres, il convient de les moderniser en les rapprochant des courants islamistes à l'idéologie élaborée, comme le Hezb-e Islâmi ou le Ettehâd (ce qui reviendrait en fait à les enfermer dans un système de pensée élaboré mais rigide ne se prêtant guère aux adaptations, aux évolutions, ni encore moins à de fécondes interrogations). On ne sait quelle attitude prévaudra chez les Pakistanais.

Il est évident en tout cas qu'il y a interdépendance entre de vastes régions d'Afghanistan et le Pakistan. Les conversations avec les paysans l'ont fait ressortir en plus d'une occasion. Or une relation d'interdépendance est une relation contractuelle négociée. Les Pakistanais devront bien comprendre qu'on ne peut négocier qu'avec un partenaire indépendant et non avec un écho (encore moins avec une cacophonie d'échos). ■

Perplexité internationale à propos des Tâlebân

Les analyses d'Ahmad RASHID

Spécialiste du dossier afghan qu'il suit depuis plusieurs années en qualité de correspondant du Far Eastern Economic Review, Ahmad Rashid, journaliste pakistanais, vient de publier un livre, Taliban, Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia ⁽¹⁾, qui suscite l'intérêt des observateurs de la crise afghane. Nous publions successivement des extraits d'une interview donnée par l'auteur à la radio Azadi Afghan ⁽²⁾ et un compte rendu synthétique établi par Philippe Frison d'une conférence à l'Université de Yalet portant sur l'Asie centrale. En ressort la perplexité américaine devant les Tâlebân.

■ Les Américains admettent-ils avoir commis des impairs et des erreurs politiques depuis 1992 ?

Bien sûr, je pense que les responsables américains les plus conscients sentent bien qu'ils ont fait une erreur (...) et regrettent d'avoir pris du recul vis-à-vis de l'Afghanistan après 1989, ce qui a abouti à [la situation actuelle]. Mais je crains que ce problème ne soit encore traité comme une affaire relevant de la police, du FBI ou de la CIA. Les personnes concernées en ce moment sont les policiers qui essaient de capturer Ben Laden... plus que les stratèges, les gens du Département d'Etat ou du Pentagone, qui pourraient se rendre compte qu'il y a besoin d'une politique stratégique plus sérieuse en lien avec la communauté internationale pour stopper les ingérences extérieures.

■ Avez-vous l'impression qu'il y a deux tendances opposées au sein du gouvernement américain, l'une pro-Tâlebân et l'autre anti-Tâlebân ?

A : Certainement, mais c'était tellement insignifiant entre 1994 et 1996 que cela n'avait pas d'importance parce que les Etats-Unis n'avaient franchement pas de politique pour l'Afghanistan, ni pour l'Asie Centrale d'ailleurs. (...) Il y a beaucoup de groupes d'intérêt, les uns disent que nous, les Américains, devrions armer [Ahmad Chah] Massoud, d'autres disent que les Tâlebân devraient être affaiblis, d'autres encore qu'un leadership pachtoun alternatif devrait être créé à partir du mouvement Tâlebân ou encore sans eux. Donc nous sommes au stade où les Américains, qui se sont rendu compte de leurs erreurs, sont à la recherche d'une certaine politique pour savoir quoi faire. Ils ont des tas de possibilités, mais peu qu'ils puissent mettre en œuvre.
(...)

■ Pensez-vous que les Tâlebân vont s'effondrer de l'intérieur ou de l'extérieur ?

Je pense qu'il y a de sérieuses dissensions au sein du

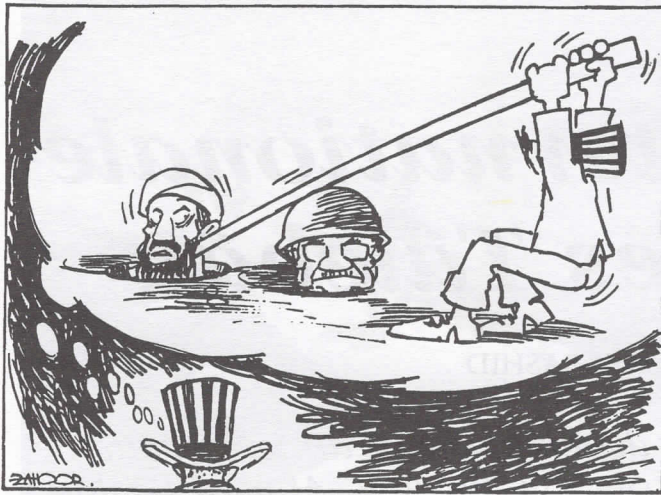
mouvement Tâlebân en ce moment. C'est très imprévisible (...) mais il y a des divergences sur beaucoup, beaucoup de questions. Le leadership ne semble pas être à même de surmonter ces divisions. Il donne l'impression d'être complètement entré en hibernation depuis deux ou trois mois. Les gens sont en attente d'une direction quelconque, d'une direction politique et militaire. Le leadership [Tâlebân] est incapable de donner des réponses à qui ce soit. (...)

■ (...) Vous dites que "le fondamentalisme islamique des Tâlebân est si extrême qu'il donne l'impression de dénigrer le message de paix et de tolérance de l'islam et sa capacité de vivre aux côtés d'autres groupes ethniques et religieux." Pourriez-vous expliciter ?

Il est clair que les Tâlebân – sur les plans politique et religieux – se sont révélés incapables d'élaborer une politique qui leur aurait permis de partager le pouvoir avec quiconque qui ne soit pas Tâlebân, ni avec aucune minorité d'Afghanistan. Une des principales tragédies est qu'on n'a observé aucune évolution ni maturité politiques depuis 1994 au sein du mouvement Tâlebân. En fait, la situation n'a fait qu'empirer, que ce soit les massacres perpétrés dans le nord, les attitudes discriminatoires des Tâlebân, leur position anti-chiite, tout cela n'a fait qu'empirer. Cela va à l'encontre des concepts des mouvements de guérilla qui se transforment généralement en mouvements nationaux ou en mouvements de libération... En prenant de l'importance, on conquiert le territoire ; en infligeant des défaites à l'ennemi, on évolue. Ici, cela a été tout du contraire.
(...)

■ Les Tâlebân croient-ils qu'ils sont effectivement en train de mener le djihad contre les "infidèles" ?

Oui, c'est certain. Dans les campagnes de recrutement des Tâlebân que j'ai vues à Kaboul l'an dernier et l'an-



Dessin de Zahoor, *The Frontier Post*, 4/05/00

née précédente, ils mettaient l'accent sur le Djihad, disant qu'ils [l'opposition] ne sont pas de vrais Afghans, mais des Soviétiques ou des Iraniens, ou encore des agents, ou alors qu'ils ne sont pas de bons musulmans. Ils font beaucoup de tentatives de mobilisation, mais personne ne suit plus. C'est une des raisons pour lesquelles les Tâlebân ont des problèmes pour recruter en ce moment dans leurs régions. Plus personne n'avale cette revendication comme quoi l'alliance anti-Tâlebân est une alliance de *kafirs* (infidèles) ou d'incroyants.

■ On a beaucoup parlé des liens des Tâlebân avec

Réseaux d'influence

Qu'est-ce que l'Afghanistan ? Un pays enclavé, qui connaît les taux de mortalité et de tuberculeux les plus élevés du monde. Dans ce pays touché par la guerre depuis plus de vingt ans, 80% de la population a dû quitter son foyer. Certains ont été déplacés jusqu'à douze fois, si bien qu'ils ont tout perdu. La guerre, la culture du pavot et la réduction des superficies affectées aux cultures vivrières, mettent en péril la sécurité alimentaire du pays.

Par ailleurs, les Tâlebân, les Tadjiks qui soutiennent majoritairement Massoud et, avant leur défaite, les forces ouzbèkes de l'ex-général Dostam, entretiennent des réseaux de relations, qui au Pakistan, qui au Tadjikistan et qui en Ouzbékistan. Les Tâlebân ont une influence considérable dans le réseau des madrassas déobandies au Pakistan. Massoud a le champ libre dans tout le sud du Tadjikistan. D'où un risque permanent de débordement du conflit. Le désordre qui règne en Afghanistan permet aux islamistes de tous bords de s'y réunir et de former des foyers d'instabilité pour le reste du monde.

Ainsi, Djuma Namangani. Ce chef ouzbek du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) a monté pendant l'été 1999 une offensive contre le régime ouzbek qui s'est arrêtée au Kirghizstan. Il est maintenant basé au Tadjikistan près de Douchanbe, où il a environ 1 200 hommes accompagnés parfois de leurs familles. 600 à 700 d'entre eux viendraient de la vallée de Ferghana, foyer de renouveau islamiste en Ouzbékistan, 500 sont des Tadjiks en rupture de ban de l'ex-opposition islamo-démocrate. Le fait que le gouvernement du Tadjikistan leur assure un sanctuaire témoigne de sa situation de faiblesse face à eux ⁽¹⁾.

certaines institutions religieuses pakistanaises, avec l'ISI (services secrets militaires pakistanais), et avec des personnes qui seraient en quelque sorte à l'intersection de ces deux groupes au Pakistan. (...) Donnez-nous des détails.

Du fait que les Tâlebân ont grandi dans les camps de réfugiés au Pakistan, qu'ils y ont fréquenté les écoles religieuses (madrassas) le long de la frontière, qu'ils ont développé d'excellentes relations et contacts avec toutes sortes de gens, ils ont pu pénétrer dans les différents réseaux des madrassas, du parti Deobandi/JUI (Jamiat-ul Ulema Islami party), du transport et de la contrebande. Ceci leur a donné un très gros avantage au départ parce qu'ils ont pu convaincre le gouvernement de Benazir Bhutto de leur apporter son soutien. Une de mes thèses est que les services secrets pakistanais ne sont entrés en jeu que plus tard. C'était un jeu politique mené par Bhutto parce qu'elle avait besoin des trois votes à l'Assemblée nationale que le JUI a apporté à son gouvernement chancelant. Nous nous trouvons là face à une décision politique très étroite et pour atteindre ce but politique très mince, qui va au cours des années suivantes entamer un processus de destruction irrémédiable de l'Afghanistan et de la région. Cela montre l'étroitesse d'esprit de beaucoup de politiciens pakistanais, qui ne connaissent aucune valeur, même au sens stratégique du terme. C'est ce qui a mené à une totale perte de confiance dans les politiciens au Pakistan.

■ **Comment voyez-vous le rôle de l'Iran (vis-à-vis de l'Afghanistan) ? (...)**

(...) Après les années 80 (...), les Iraniens se sont rendu

Le MIO chapeaute par ailleurs à Kasamtchi, près de Mazar-e Charif, un ancien camp des Nations unies, qui sert de centre d'entraînement pour un groupe d'environ 300 à 400 réfugiés ouzbeks (mais aussi des Ouïghours) commandés par un certain Tal Udechef qui s'est enfui d'Ouzbékistan après l'attentat de Tachkent de février 1999. Bien que leurs chefs ne s'entendent guère, ces deux forces pourraient lancer une nouvelle offensive vers la vallée de Ferghana pendant l'été 2000.

Le rôle de la drogue

Il convient de noter que ces deux groupes sont une expression de l'opposition politique interne au régime. Celle-ci s'appuie sur la mouvance wahhabite présente depuis 1991 dans la vallée de Ferghana, car le régime du Président Islam Karimov a réprimé toute expression musulmane, qu'elle soit wahabite, soufie ou officielle. Ils seraient étroitement liés au trafic de drogue. Ils forment des réseaux essentiels pour faire passer l'héroïne et l'opium afghans en Asie centrale, puis dans la CEI.

La connexion ouïghoure ne serait pas à négliger non plus, car il y aurait selon les autorités chinoises 3 millions de toxicomanes au Xinjiang ⁽²⁾.

La drogue jouerait aussi un rôle non négligeable dans la reconnaissance de l'indépendance de la Tchétchénie par les Tâlebân. En effet, en raison de l'offensive des forces de Russie, les Tchétchènes ont perdu leurs sources d'approvisionnement dans leur pays. Ils les retrouvent en Afghanistan, et peuvent offrir aux barons de la drogue afghans des débouchés dont certains ont été limités par les sanctions de l'ONU.

Les Tchétchènes avaient aussi besoin d'un sanctuaire, surtout pour leurs familles. Certains chefs tchétchènes ont ainsi envoyé des parents à Kandahar, à Kaboul, à Ghazni et à Mazar-e Charif.

compte qu'ils n'étaient pas, ni eux, ni leurs alliés, dans une position où ils pourraient diriger l'Afghanistan. Le jeu de l'Iran a donc été de bloquer le Pakistan, de bloquer les Tâlebân et de maintenir une alternative crédible en Afghanistan, ce qui à un certain stade revenait à jouer un rôle politique. C'est ce que j'appelle une stratégie défensive, elle est d'ailleurs très marquée par la stratégie du Pakistan, tout à fait offensive – qui est de soutenir les Tâlebân dans leur conquête de l'Afghanistan. Mais les Iraniens ont joué un rôle très confus et assez pauvre... En fait parce qu'ils croient que quels que soient les gens à qui ils donnent armes et munitions, ils deviendront automatiquement des proches ou des alliés, sans comprendre la nature de l'esprit et de la société afghane. Ils essaient d'imposer leur propre volonté, de "diviser pour mieux régner" au sein de l'Alliance du Nord, ce qui a été à leur détriment. Ils ne veulent pas vraiment, contrairement au Pakistan, faire confiance à un grand leader qui dirigerait l'alliance. Ils veulent à la fois le rendre fort et l'affaiblir, que ce soit Massoud ou Ismael Khan lorsqu'il était gouverneur de Hérat. C'est donc un jeu très compliqué que l'Iran a joué et qu'il continuera à mener.

■ L'opposition anti-Tâlebân... vous paraît-elle viable (...) ?

Je pense que l'opposition est viable. La principale critique que je formulerais à son égard est son incapacité à former une alliance politique significative. Ceci est une constante dans son histoire. [Massoud] a beau être un brillant combattant, sa faiblesse a toujours été de ne pas pouvoir rassembler les forces politiques. (...) On

Par ailleurs, selon Ahmad Rashid, le réseau de Ben Laden n'est pas l'unique responsable de l'islamisme dans le monde comme les Etats-Unis tentent de le faire accroire. Il a contribué à financer à l'origine les Tâlebân et à soutenir les victimes (veuves, orphelins) de la guerre civile.

Paradoxalement, l'isolement de l'Afghanistan décrété par les Nations unies renforce la dépendance des Tâlebân à l'égard de ce réseau aux ramifications internationales, alors même que ceux-ci se révèlent incapables de le contrôler en Afghanistan même. Les différents groupes qui se retrouvent à poursuivre des objectifs propres dans leur pays d'origine (Indonésie, etc.), voire sont devenus des desperados sans aucune influence chez eux, car la situation y a évolué (Egypte, Algérie, Philippines).

Les Tâlebân sont à la fois les héritiers de l'école déobandite (qui ironiquement, soutient l'éducation et l'istechar, c'est-à-dire le débat et la discussion avant la prise d'une fatwa) et du pachtounwali, le code d'honneur des Pachtounes. En Asie moyenne, le courant déobandi et le wahhabisme s'opposent aux traditions soufies vivaces dans la région. Le courant déobandi tend à être rejeté dans le nord de l'Afghanistan, surtout depuis l'échec de l'islamisme révolutionnaire de Gulbuddin Hekmatyar, car il est perçu comme pachtoun. Il y a là une contradiction entre affirmation de l'islam et fidélité à la tradition, qui est source de divisions.

Pas de politique des Etats-Unis

Face à une situation complexe, les Etats-Unis n'ont aucune politique afghane clairement définie, ils sont opposés à Ben Laden, au développement du trafic de drogue, au traitement infligé aux femmes afghanes, au renforcement de l'influence de la Russie et de l'Iran en Asie centrale, mais ils ne poursuivent pas de politique afghane (pour ramener la paix) ou centrasiatique claire (aider le Tadjikistan

voit aujourd'hui par exemple que Dostom, Malik et même Ismael Khan pourraient s'unir et reconstituer une Alliance du Nord plus large cet été... Le fait est qu'il y a depuis longtemps besoin d'une alliance multiethnique regroupant les chefs de tous les groupes ethniques du Nord, y compris les Pachtouns, et [dans ce domaine] Massoud a échoué.

■ A votre avis quel rôle jouera le Pakistan dans un tel scénario ? Pourra-t-il y avoir des changements dans la politique afghane du Pakistan ?

Le régime militaire est au pouvoir depuis presque six mois et je peux vous affirmer qu'il n'y a eu aucun changement jusqu'à présent dans sa politique vis-à-vis de l'Afghanistan. Il y a beaucoup de pressions sur les militaires pour changer de politique. Cela vient de l'intérieur du Pakistan, de l'extérieur et ce qui est fondamental, c'est qu'il devient de plus en plus clair que tout renouveau économique au Pakistan ou toute aide venant de la Banque Mondiale ou du FMI sont subordonnés aux changements en matière de politique extérieure. (...) Nous ne savons toujours pas quelle direction prendra le gouvernement militaire. Mais il y a maintenant un besoin criant, une demande et une pression internationale, donc nous devons attendre. Il est évident que le Pakistan va continuer à jouer un rôle crucial tant dans l'avenir des Tâlebân que pour le retour de la paix en Afghanistan.

(1) Yale University Press, 2000

(2) Interview menée par Omar Samad le 15 avril 2000, traduction de Miriam Pountney.

à surmonter les séquelles de la guerre civile passée). En ignorant la Russie et l'Iran, ils hypothèquent même l'avenir des projets d'oléoducs et de gazoducs destinés à briser le monopole d'exportation dont jouissent ces deux puissances dans la région.

Le Pakistan se révèle incapable de contrôler les éléments tâlebân pakistanais, la contrebande de marchandises et de drogue (source de revenus importante pour les Tâlebân) et le réseau des madrassas. Islamabad n'arrive pas non plus à abandonner une politique extérieure de soutien au djihad, que ce soit en Afghanistan ou au Cachemire, ce qui entrave toute volonté de réforme réelle de la société pakistanaise.

L'Afghanistan offre donc à de nombreux combattants un sanctuaire, un lieu de contacts internationaux, par le biais du réseau de Ben Laden, des Tâlebân pakistanais ou d'autres réseaux de la mouvance islamiste, et une source de financement et d'armement.

Etant donné l'incohérence de la politique américaine et la situation complexe qui prévaut en Asie centrale, il n'est pas sûr que les initiatives lancées pour mettre fin à la guerre, qu'il s'agisse des Nations unies, de l'Organisation de la conférence islamique, du Japon, de la Suisse ou de l'Italie, qui soutient l'ex-roi Zaher Chah, aboutissent à un résultat. ■

Synthèse établie par Ph. FRISON

(1) Le 2 mai, S.A. Nuri, le chef de l'opposition islamiste tadjike a demandé à Namangani de quitter le Tadjikistan avec ses hommes pour ne pas mettre en danger la paix fragile instaurée dans le pays, ce que le chef ouzbek aurait accepté de faire.

(2) Le développement de la production de pavot devrait entraîner un effondrement des "cours" et une aggravation de la toxicomanie. Il y aurait actuellement 5 millions de toxicomanes au Pakistan, 3 en Iran, 3 en Chine, et, de l'avis général, l'abus d'héroïne s'aggrave fortement en Asie moyenne ex-soviétique.

Un jour, un bateau nous emmènera...

par Atiq RAHIMI

Calais, 15 mai 2000.

Je descends du TGV. Il fait beau à Calais. La douceur printanière, l'air et la lumière maritimes... Je remplis mes poumons de ce bon air ! Je suis accompagné par une amie, journaliste française, qui réalise une longue émission radiophonique sur l'Afghanistan. Elle veut commencer par Calais, où des dizaines d'Afghans, sans papiers, espèrent partir un jour vers l'autre côte de la Manche.

A la gare, une dame de la Croix-Rouge vient nous accueillir. Dans une R5. Elle nous amène à la zone des réfugiés.

Traversant les champs de blé, nous arrivons à un rond-point décoré par une grosse machine peinte en blanc sur laquelle on lit : *Hommage aux ouvriers du Tunnel sous la Manche*. La dame de la Croix-Rouge nous explique : "C'est la grande perceuse avec laquelle on a fait le tunnel."

On tourne autour de cet engin. Puis, elle continue : "Ici, se séparent deux routes, l'une va vers le port, l'autre vers les hangars...". Et elle nous montre de loin quelques bâtiments posés en pleins champs de blés. "... là où l'on fabriquait ces perceuses..." continue-t-elle. "Aujourd'hui, c'est là que l'on héberge les réfugiés..."

"Quelle ironie !" pensai-je.

Un air d'état d'urgence

Il fait chaud. Je ne sens plus la douceur printanière. L'air devient un peu lourd, ou, peut-être, moi je le sens lourd. Je ne sais plus ! C'est peut-être un pressentiment de cette lourdeur qui règne souvent dans les bâtiments métalliques. On s'en approche.

Le drapeau de la Croix-Rouge sur ce bâtiment, en pleine prairie, donne un air d' "état d'urgence" à ce paysage. Comme si nous étions dans une zone de guerre. Un fourgon de CRS surveille l'entrée du hangar.

La voiture s'arrête. On doit descendre.

Dehors, devant le hangar, quelques femmes accrochent leurs linges. Des enfants jouent et quelques jeunes, dos au soleil, sont assis dans les herbes. Silencieux.

La grande porte du hangar est ouverte. On entend des bruits d'assiettes et de fourchettes. Il est presque midi.

On entre dans le hangar. Au fond, des centaines de réfugiés font la queue pour le repas.

A gauche, quelques wagons, ou des conteneurs, ou bien des "boîtes métalliques" (c'est comme ça que je les

nomme) sont installés en guise de toilettes. Face à ces boîtes-toilettes, encore des conteneurs. Ceux-ci sont des "dortoirs". Une petite fenêtre et une porte introduisent de la lumière et de l'air dans ces boîtes. Elles sont, bien sûr, ouvertes. Mon regard indiscret serpente à l'intérieur. Des corps couchés sur les matelas. La sieste après le déjeuner.

La dame de la Croix-Rouge nous conduit dans son bureau. Elle nous montre quelques articles de journaux consacrés à ce camp de réfugiés. Elle en est fière. Puis, elle nous donne des chiffres :

- Aujourd'hui, il y a 464 réfugiés... Hier, il y en avait 472...

- Les autres ont été acceptés... ? demandé-je naïvement.

- Non, ils ont pu partir en Angleterre.

- La France ne leur donne pas asile ?

- C'est difficile.

- Il y a combien d'Afghans parmi ces réfugiés ?

- On n'en sait rien ! Ils sont tous sans papiers. C'est difficile de les distinguer et de les connaître... Allez vous-mêmes les trouver et les rencontrer. Car si je vous les présente, ils seront réticents vis à vis de vous...

Des regards désespérés

Nous quittons le bureau et nous nous dirigeons vers la queue. Il y a encore une centaine de personnes qui attendent leur tour pour manger. Je préférerais faire la queue. "Mais il faut attendre une heure ! Nous devons finir tôt pour ne pas rater le train !" murmure mon amie parisienne. Sous le regard surpris des centaines de réfugiés on nous laisse passer et prendre nos plats : escalope de poulet, pommes de terre, poireaux et une pomme.

Il faut chercher une place à côté des Afghans. Mais où sont-ils ? Je repère une vieille dame, un tchador couvrant ses cheveux blancs. Un regard hésitant, désespéré. Un visage marqué par le voyage et l'incertitude. Elle doit être afghane.

- Salam ! dis-je en persan. Vous êtes afghane ?

- Oui.

- Moi aussi je suis afghan.

- Enchantée. Son regard se reposer dans son assiette.

Deux jeunes filles qui sont assises à ma gauche nous observent, avec beaucoup de questions dans leurs regards. Je me retourne vers elles.

- Vous aussi, vous êtes afghanes ?

- Oui.

Et le silence. L'air est devenu de plus en plus lourd. J'ai du mal à avaler l'escalope et les poireaux. Je reprends

ma discussion avec la vieille dame :

- Vous êtes toute seule ?
 - Non, je suis avec mon fils.
 - Où est-il ?
 - Dans les parages.
 - Je suis ici avec cette demoiselle qui veut faire un reportage pour la radio française sur les conditions de vie des réfugiés afghans dans ce camp.
 - Très bien.
- De nouveau, le silence.
- Je peux vous poser quelques questions ?
 - Non, je vous ai tout dit.

Quelques jeunes qui sont assis juste derrière la dame se retournent vers nous. Intimidés, ils nous saluent et me demandent d'où je viens.

- De Paris. Et vous ?
- Du... Pakistan... me répond l'un d'eux avec beaucoup d'hésitation.

Encore le silence.

L'un des jeunes vient s'attabler devant moi. La vieille dame s'en va. Les deux filles restent. Mon amie journaliste part aussi. Elle va fumer une cigarette. Peut-être a-t-elle l'impression que rien ne va, ou trop lentement. Impatiente. Je la laisse partir, et reprends ma discussion avec les Afghans. Le jeune est enchanté de voir un Afghan "journaliste" venir les interroger pour faire parler les médias sur leurs conditions de vie dans le camp. Il encourage les deux filles afghanes à parler. Lui-même m'explique qu'il y a quelques jours il était désespéré, car des journalistes iraniens étaient venus et n'avaient parlé qu'avec leurs compatriotes. Il constate que les autres nationalités sont plus organisées. Ils ont des associations en France qui les guident et les aident à s'en sortir. Mais les Afghans...

Je propose qu'il continue cette discussion au micro. On va dans son dortoir. Une jeune femme dort, deux petites filles à ses côtés. A notre arrivée, elles se réveillent. Honteuse, la mère s'excuse. D'autres Afghans entrent aussi. On est une dizaine maintenant.

Mon amie journaliste met une bande vierge dans le magnétophone. Chacun nous raconte ses mésaventures pour venir jusqu'ici. Aujourd'hui, ils n'ont qu'un seul espoir : partir sur un bateau vers l'Angleterre, trouver leurs proches, vivre d'une manière légale, travailler... Cela fait des années que leurs enfants ne sont pas allés à l'école. Ils sont devenus analphabètes. Ils sont malades. Et le médecin ne passe que tous les deux jours par-là...

Un homme, d'une cinquantaine d'années entre. Bien habillé, mais mal rasé. Il prend place devant moi.

Silencieux. Après quelques minutes d'hésitation, il sort de sa poche un petit papier plié en quatre.

Ne pas abîmer l'honneur des Afghans

- Eteins ton magnétophone, je vais te lire un poème, me demande-t-il avec une certaine autorité.

- Lisez dans le micro !

- Non, si je commets une faute, j'abîmerais l'honneur des Afghans. Car tout le monde dira que les Afghans ne savent pas lire !

On éteint le magnétophone, et lui commence à réciter le poème en pachto. Un poème qui dénonce l'absurdité de la guerre en Afghanistan. Je l'encourage à le lire pour qu'il soit enregistré. Impossible. Le magnétophone se met en marche, mais lui, il se tait.

Il fait de plus en plus lourd. La bande magnétique tourne toujours. J'ai la tête qui tourne. De la sueur froide envahit mon corps. J'ai la gorge sèche. Il n'y a pas d'eau.

Le jeune homme qui nous a introduits dans ce dortoir, commence à parler. Il est marié, père de deux enfants. On interroge sa femme. Ils veulent retourner à Kaboul. Ils préfèrent être sous la tyrannie des Tâlebân qu'être humiliés :

- Regardez, dix personnes dorment dans une même pièce. Il y a des jours où il n'y a plus d'eau dans les toilettes... Il faut faire deux heures de queue pour un maigre repas... On n'a plus de vêtement, plus d'argent... Plus d'espoir, plus d'avenir, plus de vie ! Le jeune homme se met à pleurer...

Je ne peux plus me concentrer pour interroger et traduire simultanément. J'ai la gorge de plus en plus sèche. Je veux crier. Mon amie journaliste me propose d'arrêter et d'aller prendre un peu d'air. On se dirige vers la porte. Les enfants afghans nous accompagnent. On sort du hangar. De l'eau !

Du hangar, on voit la ville de Calais. Elle est plus basse que la mer. Cela donne un paysage très surréaliste : les bateaux bougent sur les toits des maisons !

Dès qu'un grand bateau anglais apparaît sur les toits, le hangar s'agite. Les réfugiés bougent dans tous les sens, prennent leurs bagages et se dirigent vers les champs de blé. En file indienne, ils se dirigent vers le port dans l'espoir de se faufiler dans le bateau. Ils sont presque tous reconnus par la police de la douane. On les chasse du bateau. Ils rentrent au hangar. Et le lendemain...

Les Nouvelles d'Afghanistan

Le journal **LES NOUVELLES D'AFGHANISTAN** est une revue trimestrielle éditée par **AFRANE** (Amitié Franco-Afghane).

Les opinions émises dans les articles publiés n'engagent que leurs auteurs. Titres et sous-titres sont de la responsabilité de la rédaction.

- Abonnement France - 4 numéros150 FF
- Abonnement de soutien - 4 numéros à partir de180 FF
- Abonnement France - 8 numéros300 FF
- Autres pays - 4 numéros180 FF
- Autres pays - 8 numéros360 FF

NOM Prénom
 Adresse

Afrane

Permanence : 16, passage de la Main d'Or
 75011 Paris - Tél. : (33) 01.43.55.63.50

L'association Amitié Franco-Afghane (Afrane) a été fondée au début de 1980, en réponse à l'occupation militaire de l'Afghanistan par les Soviétiques. Organisme d'aide humanitaire, Afrane ne souhaite qu'aider les Afghans et ne se situe dans la mouvance d'aucun parti politique.

- Adhésion avec abonnement au journal "Les Nouvelles d'Afghanistan" 250 FF
- Adhésion de soutien à partir de 300 FF
- Adhésion seule (sans abonnement) 150 FF
- DON (déductible de l'impôt dans les limites prévues par la loi, un reçu sera adressé sur demande

NOM Prénom
 Adresse

CHRONOLOGIE

Mars

- **Le 1 : Les Etats-Unis maintiennent** leurs sanctions contre l'Afghanistan et la Birmanie en invoquant leur manque de coopération dans la lutte contre la drogue. **Des combats d'artillerie** dans la plaine de Chamâli entre les Tâlebân et les troupes du commandant Massoud font plus de 70 victimes.

Deux passagers de l'avion détourné à Londres le 6 février et leurs enfants sont autorisés à rester en Grande Bretagne alors que 32 autres voient leur demande d'asile politique rejetée. Ceux-ci ne sont cependant pas contraints à retourner en Afghanistan.

Une bombe explose près du ministère de l'Information à Kaboul, sans faire de victimes.

- **Le 2 : Mollah Omar** donne instruction à son Conseil des ministres de former une commission anti-terroriste. Les Tâlebân affirment que l'Emirat islamique d'Afghanistan est lui-même victime d'activités terroristes, qu'ils n'autoriseront personne à utiliser le territoire afghan à des fins terroristes et qu'ils sont prêts à aider les pays voisins à lutter contre le terrorisme.

80 kg d'héroïne sont saisis près de la frontière tadjiko-afghane après un affrontement qui aurait fait un mort.

Les travaux de réparation de la route de Kaboul vers la frontière pakistanaise sont suspendus pour des raisons économiques, selon radio Téhéran.

- **Le 3 : L'opposition** aux Tâlebân affirme avoir pris les districts de Bâzâr-e-Dehi, Safid Kotal, Lababi, Pandj Qaria et Chabaki dans la province de Samangân.

A Quetta, deux jeunes réfugiés afghans sont tués en jouant en classe avec une grenade.

- **Le 4 : La radio des Tâlebân afghans** va diffuser une émission hebdomadaire en russe (selon une source diplomatique à Douchanbé).

La région de Kandahar souffre de la pire sécheresse depuis 39 ans, selon l'ONU.

Les Tâlebân récupèrent l'avion d'Ariana qui avait été détourné sur Londres.

- **Le 5 : Au moins 70 enfants** afghans sont morts de la rougeole dans deux villages du Badakhchan selon l'ambassadeur afghan (tendance B. Rabbani) à Douchanbé.

Dans le Nord, l'opposition afghane reprend aux Tâlebân Imâm Sâheb et le port de Cher Khân Bandar sur l'Amou Darya

perdus au début du mois.

- **Le 6 : Mollah Omar**, chef des Tâlebân, demande à tous les Afghans de prier pour mettre fin à la période de sécheresse qui sévit dans la région de Kandahar et dont les conséquences sont catastrophiques pour l'agriculture et l'élevage.

Les Tâlebân détruisent 355 kg d'héroïne et 4 350 kg de haschisch dans la province de Kandahar.

Des pourparlers de paix placés sous l'égide de l'OCI (Organisation de la conférence islamique) se tiennent à Djeddah, sans succès. Les Tâlebân n'acceptent pas de tenir des conversations inconditionnelles avec l'opposition.

- **Le 8 : La journée de la femme** est célébrée à Kaboul par un rassemblement de femmes organisé par les Tâlebân. Ceux-ci promettent aux femmes qu'elles pourront bénéficier de tous les droits reconnus par la charia. L'ONU affirme qu'il y a quelques changements dans l'attitude des Tâlebân et cite l'ouverture d'écoles et de centres de soins. Le représentant de l'ONU estime que ces changements résultent des pressions des Nations Unies.

Les Etats-Unis, la Russie et les six pays frontaliers de l'Afghanistan décident de coopérer pour combattre la circulation de la drogue depuis le territoire afghan.

L'Australie accorde un asile temporaire à 700 Afghans récemment arrivés clandestinement en bateau.

- **Le 9 : Les forces de l'opposition** aux Tâlebân auraient repoussé deux offensives des Tâlebân dans la province de Baghlân.

- **Le 11 : Le ministre du Plan** des Tâlebân demande aux ONG d'augmenter leurs efforts en vue de la reconstruction du pays.

- **Le 13 : Echec du Japon** dans une tentative de faire se rencontrer des représentants de l'Alliance du Nord, du roi et des Tâlebân.

- **Le 14 : Des soldats de Russie** postés à la frontière tadjiko-afghane tuent treize personnes tentant de passer la frontière.

Les autorités iraniennes expulsent massivement depuis une dizaine de jours des réfugiés afghans vers l'Afghanistan en violation d'un accord conclu quelques jours plus tôt avec le HCR. La police procède à l'arrestation dans la rue d'hommes, de femmes et d'enfants, surtout dans le sud du pays. Les déportations oscillent entre 500 et 1000 par jour.

Le Pakistan a toutes les infrastructures

nécessaires pour monter plusieurs dizaines de missiles à tête nucléaire capables de frapper l'Inde, selon un groupe de chercheurs américains.

- **Le 15 : Des combattants du Laghmân** rejoignent les Tâlebân.

9 000 Afghans ont été convoyés en avion en Arabie saoudite pour le pèlerinage, selon la compagnie Ariana.

- **Le 16 : O. Ben Laden serait médicalement condamné** par une grave affection rénale, selon *Asiaweek*. De jeunes tâlebân offrent de donner un rein à Ben Laden.

- **Le 20 : Les Tâlebân interdisent** la célébration du nouvel an afghan.

- **Le 21 : Le HCR fait un don** de 100 000 \$ à l'Université afghane de Peshawar.

- **Le 23 : Le Pakistan demande à Washington** de négocier directement avec les Tâlebân afghans au sujet du sort d'O. Ben Laden.

- **Le 23 : Ahmad Chah Massoud rencontre** Dostam en Ouzbékistan.

- **Le 25 : Bill Clinton**, accompagné de Madeleine Allbright, fait une courte escale au Pakistan.

- **Le 27 : Dans une interview** accordée à *Libération*, le général Mucharrâf déclare au sujet d'un voyage qu'il doit effectuer en Afghanistan : "Je suis sûr que chaque Afghane se sent redevable au Pakistan de ce que nous avons fait pour eux. J'ai annoncé ma visite en Afghanistan et j'ai dit à Bill Clinton que j'aborderai la question de Ben Laden avec les Tâlebân. Mais il ne faut pas croire qu'il soit facile de résoudre l'affaire de Ben Laden et je n'ai pas de baguette magique. Mais j'userai de mon influence."

Ismaël Khan, ancien gouverneur de Hérat et opposant aux Tâlebân, s'évade de la prison de la Sûreté de Kandahar. Son fils, Mir Weiss, exprime la crainte qu'il ne s'agisse d'un coup monté pour éliminer son père.

- **Le 28 : 450 réfugiés afghans** quittent Peshawar pour la province de Nangarhar dans une opération de rapatriement du HCR. **Sept personnes** dont six enfants sont tués par une explosion dans une poterie à Torkham, près de la frontière afghane.

- **Le 29 : L'ONU annonce** avoir retiré son personnel et fermé ses bureaux à Kandahar à la suite de violations répétées des règles d'immunité internationale par les Tâlebân qui, à la recherche d'Ismael Khân, ont fouillé les locaux et intimidé les employés. Ismaël Khân, arrive en fait en Iran.

Licenciements dans l'administration à Kaboul ou l'humour noir des Tâlebân

Une dépêche de l'AFP en date du 13 avril rapporte que des milliers de fonctionnaires ont été licenciés par les Tâlebân. Parmi ceux-ci, la totalité des femmes qui travaillaient dans l'administration et l'éducation, et à qui les Tâlebân avaient interdit d'exercer leur profession. Les femmes continuaient néanmoins à être employées de l'Etat et à percevoir leurs salaires tout en restant chez elles – officiellement, puisque dans les faits ceux-ci n'étaient versés qu'avec des mois de retard. Pour ce faire, elles étaient sensées, comble de l'ironie, venir signer périodiquement les registres de présence dans les bureaux et les écoles.

A l'appui de la mesure, les responsables au sein des ministères déclarent que près de la moitié du personnel dans les ministères était devenue pléthorique, et que ces licenciements secs d'employés "redondants" avaient pour objectif de faire des économies, et de rendre l'administration "plus efficace". Bien sûr, la totalité des femmes employées par l'Etat entrent dans la catégorie des "redondances", et leurs traitements ont été brutalement coupés. Dans le cas des femmes, il est même signalé que les salaires de retard ne seront pas versés. C'est le ministre des affaires étrangères, Mollah Wakil Ahmad Mutawakil qui est monté au créneau pour éclaircir et si possible justifier la mesure. "Pour autant que je sache, ces personnes ont été licenciées de départements et administrations où il n'existait pas de moyens leur permettant de travailler, ou où leur travail n'était plus nécessaire". Mutawakil évalue à "35 à 50% de personnel superflu dans les ministères". 25 ministères sont touchés, 40% du personnel du ministère de la Justice est remercié. Au ministère de l'Education, 50% du personnel est renvoyé, dont la totalité des enseignantes représentant près des trois quarts des enseignants à Kaboul, la quasi totalité des enseignants du primaire. Au total, 2800 personnes sont ainsi privées de leur emploi. Le quart des licenciés sont des hommes, et le reste représente la totalité des femmes salariées de l'Etat. Une semaine plus tard, le même Wakil Mutawakil accuse les média d'avoir exagéré le nombre des licenciements et de rapporter que "seules les femmes ont été congédiées".

Les Tâlebân justifient cette mesure par le "sur-emploi" des précédents gouvernements qui avait créé "des emplois inutiles", et la nécessité de réaliser des économies. Bien nombreux sont les observateurs pour qui ces économies sont surtout faites au

profit d'un effort de guerre qui absorbe la quasi-totalité des revenus et des préoccupations du régime. Les Tâlebân expliquent qu'une Commission économique ministérielle a pris la décision de se débarrasser de "quelques vieilles structures administratives et d'abolir quelques postes [...] mais annonce une hausse des salaires des employés" qui ne sont pas frappés par cette mesure. Les postes supprimés "n'existaient que sur le papier", ce qui est indéniable concernant les femmes... Quant à un éventuel "plan social" de reconversion ou d'accompagnement, "nous n'avons pas dans l'immédiat prévu de donner du travail à ces personnes, mais elles pourront d'elles mêmes trouver du travail en profitant de cette nouvelle liberté". Pour ce qui est d'envisager une alternative, le ministre dit que "la situation des employés, surtout à Kaboul, était devenue tellement grave que, malheureusement, ils dépendaient entièrement de leurs salaires. Ces employés travaillent sur des salaires très bas, et ne peuvent pourtant pas travailler ailleurs. Alors il était mieux qu'ils puissent travailler pour améliorer leur situation". Ils peuvent ainsi maintenant se faire une situation "dans les domaines du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, ils peuvent trouver du travail ailleurs grâce à leur expérience [...]". Par exemple, les enseignants d'anglais et d'arabe peuvent travailler dans des cours privés, c'est une chance pour eux ! En ce qui concerne l'éducation, "les problèmes à résoudre en priorité sont ceux de l'établissement d'un curriculum unique, et de la réparation des écoles".

Il est vrai que la fonction publique était devenue plus symbolique que vraiment vitale. C'est là un des paradoxes du gouvernement tâleb. Avec des salaires qui n'ont pas été augmentés depuis la chute du régime communiste – en moyenne 250 000 afghans mensuels – alors que les prix ont été multipliés par près de 100 sur la même période, le pouvoir d'achat des fonctionnaires est devenu dérisoire. L'absentéisme dans les bureaux, les écoles et les hôpitaux paralyse le secteur public. Il est impossible de s'en sortir économiquement sans avoir un ou deux autres emplois plus lucratifs, en général chauffeur de taxi, vendeur de fruits et légumes sur le bazar, réparateur de vélos, pour les plus chanceux un emploi dans une agence d'aide humanitaire. Toujours est-il que pour bon nombre de femmes, notamment les veuves, ce maigre pécule était bien le seul revenu dont elles disposaient – et l'incroyable augmentation

du nombre de mendiants dans les rues témoigne de la fragilité de cette subsistance. Plus profondément, dans une ville en ruine, mais qui se veut toujours éduquée, et dans une société bouleversée en quête de repères, un emploi dans la fonction publique est plus une question de statut que d'économie. Etre fonctionnaire signifie être éduqué, bénéficier d'une situation prestigieuse et reconnue. Il subsistait l'espoir, partagé aussi chez les femmes, de conserver cet emploi stable et – en principe – régulièrement payé pour des temps meilleurs, éventuellement toucher une retraite et des arriérés de salaire. Surtout l'administration constituait pratiquement l'unique source d'emplois pour les femmes éduquées de Kaboul.

Paradoxalement, la fonction publique avait, jusqu'à maintenant, été épargnée par les Tâlebân, alors que ceux-ci font montre d'un mépris total pour toute forme d'administration civile et les fonctions autres que militaires ou policières de l'Etat. Hors de la ligne de front, celui-ci se résume largement, à Kaboul, à un organisme de contrôle de la moralité publique accompagné d'un saupoudrage de services publics. Réservoir d'emplois à Kaboul sous le régime communiste qui l'avait surdéveloppée, outil de redistribution des richesses sous le régime Rabbani-Massoud, débouché incontournable pour les diplômés de l'université, l'administration avait par ailleurs souffert de purges politico-ethniques à l'arrivée des Tâlebân. Les premiers véritables licenciements reposaient sur le non respect des règles vestimentaires et le port de la barbe, ou l'origine pandjchirie des employés. La "Choura-ye sarpasart", conseil intérimaire de Kaboul sous la direction de Mullah Rabbani ne semblait pas chercher l'épuration. Les bureaux vétustes et poussiéreux étaient pleins d'employés plus ou moins oisifs. S'il y a une machine à écrire, le ruban n'est pas toujours sous la main. Le renvoi des femmes chez elles avait déjà considérablement amenuisé le personnel. Avec cette nouvelle mesure, c'est encore un pan d'espoir qui s'effondre, un revenu qui s'évanouit pour bon nombre de femmes, et la vérification de facto que le retour au travail des femmes et la promesse d'une reprise de l'éducation des filles dès le retour de conditions favorables n'étaient que pure rhétorique. ■

Olivier Tirard-Collet

Le Conseil de sécurité de l'ONU cherche à réduire les fournitures d'armes à l'Afghanistan.

- Le 31 : Les généraux Dostam et Malek et Ahmad Chah Massoud annoncent avoir formé un front commun contre les Tâlebân.

Avril

Le 1 : L'opération de police lors du détournement de l'avion d'Ariana à Londres a coûté 32 millions de francs.

Rachat de la compagnie américaine Tryco, en charge de l'installation d'un réseau de téléphone sans fil à Kandahar, par la société BBAN.

Le 2 : Ismael Khân donne une interview à la BBC et à la télévision iranienne, depuis l'intérieur de l'Afghanistan.

Un ressortissant du Yémen accusé d'être un proche conseiller de Ben Laden est arrêté à la frontière à Torkham. D'autres arrestations suivront le 9.

L'Ukraine annonce son intention d'étendre sa coopération avec les autorités de Kaboul notamment dans le déminage. Une délégation à Peshawar cherche la trace de soldats disparus.

Le 3 : Chute dramatique de l'afghani (59 000 af pour 1\$), imputée à un arrivage massif d'afghanis, et partiellement à la prévision d'une mauvaise récolte d'opium due à la sécheresse. Le ser (7kg) de farine atteint 100 000 af (12 FF).

Le commandant Mulla Cher Mohammad Akhund se rallie aux Tâlebân après des combats à Kunduz.

Dans son rapport, Kamal Hussain, rapporteur spécial de l'ONU pour les Droits de l'Homme, estime que la situation "se détériore gravement", et que le "peuple afghan est pris en otage."

Le 4 : Assassinat du gouverneur de Kunduz, Aref Khan à Peshawar. Il avait rallié les Tâlebân il y a trois ans, leur permettant de capturer Kunduz.

Un rapport de l'ONU sur la sécheresse constate l'aggravation de la situation dans le sud pour l'agriculture et l'élevage, et le manque d'eau potable à Kandahar où les plus pauvres dépendent des distributions de nourriture. La sécheresse touche Kaboul, où les paysans s'endettent lourdement pour payer l'eau d'irrigation.

Le 5 : Arrivée à Islamabad d'une délégation iranienne pour des discussions sur l'Afghanistan, tandis qu'une délégation japonaise arrive à Kaboul pour rencontrer les Tâlebân et proposer des négociations de paix.

Destruction de 160 ha de cultures d'opium par les Tâlebân dans le Nangarhar. L'opération menée dans les champs le long de la route répond aux exigences d'un décret de Mollah Omar.

Le 6 : Le Turkménistan signe un accord

avec le ministre taleb de l'Eau et de l'Energie Maolawi Ahmad Zahid pour la fourniture d'électricité dans le nord-ouest de l'Afghanistan.

Plus de quarante écoles afghanes sont fermées à Hayatabad près de Peshawar, car elles causeraient des troubles au voisinage.

Le 7 : Une déclaration du Conseil de Sécurité de l'ONU menace les Tâlebân de sanctions accrues si Ben Laden n'est pas remis pour être jugé et si des négociations de paix ne sont pas entamées. Le Conseil exprime aussi la crainte d'une reprise des combats et dénonce le recrutement de volontaires étrangers. Le ministre des Affaires étrangères canadien qualifie les Tâlebân de "gang criminel". Les Tâlebân protestent.

Le 9 : Les Tâlebân lancent un assaut dans la vallée de Darra-ye Kalân (province de Kapisa).

Le Pakistan demande aux Tâlebân de fermer les camps d'entraînement terroristes et d'extrader les responsables des violences religieuses à Karachi. De son côté la Russie n'exclut pas la possibilité d'attaques contre les "bases terroristes" en Afghanistan.

Wakil Ahmad Mutawakil, ministre des Affaires étrangères des Tâlebân, met en garde une délégation iranienne en visite à Kaboul contre une "conspiration sioniste".

Le 10 : Ben Laden suivrait une dialyse avec un docteur irakien, grâce à une machine utilisée par l'ancien président Nadjibullah.

Le 11 : L'opposition annonce avoir repoussé une offensive dans le Djaouzdjan. Les Tâlebân nient les combats, mais leur ministre de l'Intérieur Maolawi Abdul Razzaq rejette toute discussion et prédit la "dernière année de la résistance dans le nord".

Une quinzaine de combattants de l'opposition trouvent la mort dans un accident d'hélicoptère près de Taloqân.

Le 12 : La police iranienne a tué 23 trafiquants de drogue afghans et saisi 340 kg d'opium au sud de Machhad.

Exécution en public à Maymana d'un homme accusé de meurtre.

Saisie à Tachkent de 10 containers transportant du matériel radioactif en route du Kazakhstan pour le Pakistan. Les USA craignent qu'ils n'aient été destinés à construire une bombe à radiations destinée à contaminer de vastes zones pour de nombreuses années.

Le 13 : 2 800 fonctionnaires ont été licenciés, dont toutes les femmes employées dans l'administration et l'éducation. Ces femmes ne travaillaient plus mais étaient encore

salariées. Mollah Mutawakil explique que ces emplois étaient "superflus".

L'ONU rouvre ses bureaux de Kandahar, fermés le 28 mars, après avoir obtenu des garanties de sécurité des Tâlebân.

Le HCR a aidé le retour de plus de 800 réfugiés en provenance de Téhéran. 1650 réfugiés ont quitté l'Iran pour Hérat depuis le début du programme de rapatriement volontaire le 8 avril. Un sixième convoi de 990 réfugiés part le 21.

Des Tâlebân pakistanais du Islami Tehrik-e Tâlebân attaquent un bazar et détruisent des télévisions et bandes magnétiques "sataniques" dans la zone tribale de la province frontière du Nord-Ouest. 12 000 Tâlebân étudient dans 90 madrasas de cette région.

Un avion de chasse des Tâlebân s'écrase au sud de l'Afghanistan.

Le 14 : L'Alliance annonce la capture de deux districts (Sagha et Chahrak) et de six commandants Tâlebân dans la province de Ghor.

Le 15 : Les cérémonies chiites de Moharam peuvent se dérouler sans restriction.

L'organisation RAWA obtient le Prix des Droits de l'Homme décerné par la France, remis par le Chargé d'Affaires français à Islamabad.

Le 16 : L'ONG Afghan German Basic Education inaugure une école primaire de filles à Djalalabad.

Les Tâlebân interdisent les cours privés d'anglais et d'informatique dans le Nangarhar.

Le 17 : La secrétaire d'Etat américaine, M. Albright, en visite en Ouzbékistan, promet une aide de 10 millions de dollars pour la lutte contre le terrorisme et la drogue. Les Tâlebân estiment "sans fondement" les accusations d'être une "menace pour la région".

29 trafiquants de drogue ont été tués à la frontière avec l'Iran et 482 autres arrêtés, 2,5 tonnes d'opium ont été saisies. Le 25, les Tâlebân et l'Iran signent un accord à Machhad pour le contrôle du trafic de drogue. Deux trafiquants sont tués à la frontière tadjike.

Des posters distribués dans la province pakistanaise du Nord-Ouest appellent à soutenir Ben Laden contre les USA et rappellent le ferme soutien des Tâlebân. Ces derniers nient tout lien avec ces posters.

17 clandestins afghans sont découverts dans un camion belge près de Rouen.

Le 18 : Arrestation du chef des forces aériennes et de dix autres responsables à Kandahar pour l'évasion de Ismael Khan.

Puissante explosion d'une bombe dans le Badakhchan, faisant 6 morts.

Fermeture des écoles des réfugiés afghans dans le quartier de Hayatabad à Peshawar.

Le 19 : Les Tâlebân auraient exécuté 26 personnes dans le village de Gusfandi

Expo photo

La FNAC St-Lazare à Paris présente du 6 juin au 18 septembre, l'exposition "Attention talent photo 2000", avec des photographies de Nicolas Descottes (Les survivants d'Aralsk) et de Didier Lefèvre (Jours de guerre, carnets d'Afghanistan)

(Saripul), selon une déclaration de l'opposition.

L'Iran et l'Afghanistan reprennent leurs relations postales via Hérat, après huit ans d'interruption. Des cabines de fax et de téléphone sont ouvertes à Kaboul pour permettre les communications avec l'étranger.

Le 20 : Massoud se dit prêt à des négociations, après sa rencontre avec Francesc Vedrell à Duchanbe, mais se prépare à une nouvelle contre-offensive lors d'une réunion à Taloqan le 23.

Fermeture du marché de change de Kaboul, où le dollar atteint 77 000 af. Les prix ont grimpé de 40% depuis le début du mois.

Le représentant de l'UNICEF en Afghanistan demande à la communauté internationale de réviser son attitude et d'aider les Afghans dans le domaine éducatif.

Le 21 : Selon le journal pakistanais The Nation, des Tâlebân ont assassiné cinq jeunes filles qui refusaient de les épouser sous la contrainte.

La commission des droits de l'homme de l'ONU condamne par consensus les "massacres et violations systématiques des droits de l'homme" en Afghanistan ainsi que les

déplacements de population.

Le 22 : Les Tâlebân et l'Alliance demandent une aide internationale pour prévenir la famine dans le sud, tandis que des crissements menacent les cultures dans le Baghlan. **Les Tâlebân et l'Alliance** promettent un cessez le feu pour permettre la vaccination début mai par l'UNICEF de 4,5 millions d'enfants contre la polio.

Le 24 : Combats à l'arme lourde dans le Nangarhar (district de Khewa) et dans le Baghlan.

Assassinat à Peshawar d'un ancien commandant du Hezb-e Islâmi, Maolawi Mohammad Siddiquillah.

Exécution publique à Mazar-e Charif d'un homme accusé de meurtre. Une femme accusée d'adultère est également lapidée à mort.

Karl Inderfurth, assistant du secrétaire d'Etat américain, appelle les protagonistes à des négociations, "le terrorisme et la drogue sont les résultats et non les facteurs des problèmes".

Le 25 : Un décret de Mollah Omar interdit l'utilisation en Afghanistan de devises étrangères, spécialement des roupies pakistanaises. L'afghani s'échange à 62 300 af/\$, tandis que des changeurs à Peshawar offrent des prières pour sa stabilisation.

L'Union Européenne annonce 28 millions d'Euros supplémentaires pour l'aide au retour des réfugiés.

Le 26 : Un décret de Mollah Omar libère 300 combattants de l'opposition détenus à Pol-e Tcharkhi. Il resterait 1500 détenus dans cette prison.

L'Alliance capture trois postes dans la province de Parwan et lance des attaques dans la province de Baghlan. Les Tâlebân parlent de "provocation" avant les pourparlers de Djeddah organisés par l'OCI du 6 au 12 mai. Ils accusent la Russie d'ingérence et l'ONU de partialité.

Le 27 : En visite à New York, le ministre iranien des Affaires étrangères, Kamal Kharazi, s'est entretenu au sujet de l'Afghanistan et de la rencontre de Djeddah avec Kofi Annan.

Grève des marchés tribaux (*bara market*) de contrebande via l'Afghanistan de Peshawar contre les taxes imposées par le gouvernement.

Le 28 : En visite à Kaboul, Francesc Vedrell enjoint aux Tâlebân et à l'opposition de ne pas lancer de nouvelles offensives militaires qui mettraient en question l'assistance humanitaire.

Le responsable du programme de l'ONU pour les invalides, Pierre Coleridge, demande une aide financière supplémentaire pour le déminage. 800 000 Afghans – 4% de la population – sont invalides. Aider une victime de mine coûte 100 \$.

Osama Ben Laden a changé de gardes du corps, qui sont maintenant 150 hommes originaires du Pakistan et du Bangladesh. Il y a aussi 3 Afghans. Des T-shirts à son effigie se vendent comme des petits pains à Peshawar.

Le 29 : Dans une lettre adressée au rapporteur de l'ONU pour les Droits de l'Homme, Kamal Hussain, Burhanuddin Rabbani rappelle la volonté de son gouvernement de participer à des négociations de paix.

Manifestation de femmes afghanes organisée par RAWA à Islamabad.

Selon le Programme alimentaire mondial, la sécheresse prend des proportions alarmantes dans le sud, avec des risques de famine pour les prochains 12 mois. 60 à 80% des animaux sont morts.

Mai

Le 1^{er} : Lapidation publique d'une femme condamnée à mort pour adultère à Mazar-e Charif.

Les Tâlebân rejettent l'idée d'un dialogue direct avec l'Alliance lors des prochains pourparlers de Djeddah sous l'égide de l'OIC.

Le commandant du district de Daoulat Chahi (Laghman) et ancien gouverneur Abdullah Djân Wahidi annonce son ralliement aux Tâlebân avec ses hommes lors

Brèves

Strasbourg : Le général Morillon, député européen et ancien commandant des Casques bleus en Bosnie, doit se rendre en Afghanistan en juin, pour y rencontrer le commandant Massoud. Il est mandaté par le Parlement de Strasbourg. (*Le Point*, 26/5)

MDM : Une équipe de Médecins du Monde est présente depuis février à Bazarak au Pandjchir dans le cadre d'une mission axée sur la protection des femmes et des enfants. AFRANE a apporté son concours à son programme nutritionnel.

Scolarisation : Selon l'UNESCO, il y aurait en Afghanistan 4 millions d'enfants en âge de scolarisation dont 3 millions ne sont pas scolarisés. 500 000 garçons vont dans les écoles officielles et 350 000 enfants dont 30 % de filles sont scolarisés grâce à l'UNICEF et aux ONG. [Au total, ce sont donc 5% des fillettes afghanes qui seraient scolarisées.] (*AFP*, 26/4)

Ben Laden : Un expert américain du contre-terrorisme a affirmé ne pas croire en la maladie rénale de Ben Laden. Il serait au contraire en très bonne santé. (*Far Eastern Economic Review*, 11 mai)

Chine-Israël : L'Afghanistan était au sommaire des entretiens de Jiang Zemin avec les dirigeants israéliens et turcs lors d'une visite en avril. (*ibid*)

Téléphone : Des appels téléphoniques peuvent être adressés de Kaboul ou de Mazar-e Charif vers la France, par satellite. (*CEREDAF*, mai)

Barbe : Des Pakistanais se sont amusés à arrêter des voitures et à raser la barbe de leurs conducteurs, dans les zones tribales proches de la frontière afghane. (*Le Point*, 14/4)

Lycée Esteqlâl : Des réfugiés afghans au Tadjikistan ont créé un lycée "Esteqlâl" à Douchanbe. Une ONG du nom de Scolasia (20, rue des Bons Enfants, 75001 Paris) lui apporte une aide financière.

Tchéchènes : Selon le journal *Le Point*, le chef de guerre Chamil Bassaïev est allé à Kaboul avant l'offensive russe sur Grozny pour s'approvisionner en armes et recruter des volontaires. (*Le Point*, 19/5)

Immigrés : 300 000 Afghans travaillent à Dubaï. (*Afghanistan Info*, mars 2000)

Kaboul : Selon l'UNOCHA, la population de Kaboul s'élève à 1,78 million d'habitants. La population est très mobile puisqu'un tiers des familles est venu y habiter ces dernières années et qu'une famille sur cinq a déménagé dans les six derniers mois. (*Afghanistan Info*, mars 2000)

Drogue : Le Kosovo serait devenu l'un des principaux points de passage de la drogue d'Afghanistan vers l'Europe, selon la presse britannique. (*AFP*, 15/3)

Analphabétisme : Selon une étude de l'UNICEF, 14% des femmes afghanes sauraient lire et écrire. (*AFP*, 12/5)

d'une conférence de presse à Kaboul. Il se refuse néanmoins à combattre Massoud.

F. Vendrell répète le soutien de l'ONU à la tenue d'une Loya djirga en Afghanistan, lors d'une rencontre avec Sayed Gailani et des personnalités neutres à Peshawar.

Le 2 : Rapatriement de 782 personnes d'Ispahan. 3400 réfugiés ont quitté l'Iran en deux semaines suite à l'accord entre le HCR et l'Iran.

Visite d'une délégation canadienne à Kaboul.

L'Afghanistan et le Pakistan sont cités comme Etats hébergeant des bases terroristes dans un rapport du Département d'Etat américain. I. Karimov, président ouzbek en visite en Inde, dénonce l'Afghanistan comme "un centre principal du terrorisme international".

Le 3 : Le Centre Islamique d'Observation (Londres), estime que Ben Laden est "en parfaite santé" dans sa base "au sud de Kaboul."

Le Programme alimentaire mondial demande 1,8 millions de dollars pour la distribution de 30 000 tonnes de nourriture en douze mois pour 400 000 personnes dans les zones touchées par la sécheresse. Selon un rapport de l'ONU, les puits commencent à s'assécher à Kandahar, tandis que plus de 50% des troupeaux sont morts et que le prix des céréales grimpe rapidement. Le prix des moutons a chuté de 30 \$ à 5 \$ sur les marchés de Ghazni. Les risques sanitaires s'accroissent ainsi que l'exode de nomades

vers les villes.

Un Syrien arrêté à Kaboul aurait espionné Ben Laden et les Tâlebân pour le compte des USA. 21 agents auraient été infiltrés en 1999. Les Tâlebân lancent une "chasse aux espions étrangers" et arrêtent un ressortissant américain à Kaboul. Deux "espions" arabes sont pendus à Kandahar.

Le 4 : Les Tâlebân protestent contre "l'installation forcée de groupes rebelles tadjiks et ouzbeks" en Afghanistan.

Résolution de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU condamnant les Tâlebân pour les atteintes aux Droits de l'Homme et les ingérences étrangères, et demandant une résolution pacifique du conflit. Le **Conseil de Sécurité** déclare son inquiétude face à la préparation de nouvelles offensives, qui "aggraveraient la crise humanitaire", et menace les Tâlebân de nouvelles sanctions.

Le 5 : Début d'une opération de surveillance et déportation de militants islamiques étrangers au Pakistan. Les partis islamistes pakistanais tentent de les "mettre à l'abri", tandis que de nombreux Arabes fuient la Province Frontière du Nord-ouest. Des responsables de partis extrémistes pakistanais seraient en Afghanistan.

Amir Khan Muttaqi, représentant des Tâlebân aux pourparlers de Djeddah, se dit "optimiste", et affirme que les Tâlebân "ne débiteront pas une offensive contre l'opposition."

4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ont pu être vaccinés contre la polio grâce à un cessez-le-feu de trois jours.

Le 6 : Incendies de forêt dans le Kunar, province très affectée par la sécheresse, apparemment suite à des différends sur les droits de propriété.

Visite de F. Vendrell en Inde.

Déclaration de N. Babar, ancien ministre de l'Intérieur pakistanais, rendant la CIA responsable du développement du terrorisme dans la région.

Les USA consacrent 11,1 milliards de dollars à la lutte anti-terroriste, deux fois plus qu'en 1996.

Le 7 : Rencontre entre des représentants de l'Alliance et le ministre tâleb de l'Education, Mullah Muttaqi, à Islamabad.

Décret de V. Poutine interdisant toute transaction et communication aérienne avec les Tâlebân, et gelant leurs avoirs financiers en Russie.

Le 8 : A l'ouverture de la réunion de Djeddah (avec un jour de retard), l'Alliance accepte des pourparlers directs avec les Tâlebân s'ils abandonnent les opérations militaires. La "rencontre indirecte" sous l'égide de l'OIC doit permettre l'échange de prisonniers, établir un cessez-le-feu et porter sur la protection des civils.

Bombardement à l'artillerie lourde et combats dans le Kunar.

Pir Gailani estime que seule une Loya

djirga en Afghanistan peut apporter une solution, et pense qu'il faut maintenir une coopération avec les Tâlebân.

Le 9 : Négociations entre les Tâlebân et le Pakistan sur la lutte contre la contrebande.

Le 10 : Les pourparlers de Djeddah aboutissent à un accord d'échange de prisonniers tandis que les négociations de cessez-le-feu échouent.

25 personnes seraient mortes de la sécheresse dans le Helmand, 4000 familles seraient évacuées par les Tâlebân de la région, 1200 autres auraient cherché refuge au Baloutchistan, et, selon les Tâlebân et l'ONU, des dizaines de milliers de personnes auraient fui du Registan vers Hérat et les provinces voisines.

Le 11 : Arrestation de partisans du roi Zaher Chah dans le Paktya.

Mollah Mudjahid, représentant des Tâlebân à New York, déclare qu'une reconnaissance du mouvement par l'ONU permettrait la résolution de l'affaire Ben Laden, et "rendrait les Tâlebân plus responsables."

Le 12 : Plus de 10 000 réfugiés affluent dans les centres du HCR en Iran pour faire appel contre leur rapatriement.

Le 13 : L'Alliance accuse les Tâlebân d'avoir massacré 198 prisonniers de guerre dans les provinces de Samangan et Cheberghan et à Mazar-e Charif. Les Tâlebân rejettent l'accusation.

Le 14 : La Libye demande l'extradition de ses ressortissants en Afghanistan ; les Tâlebân refusent.

Le ministre tâleb de l'Intérieur, Mollah Abdul Razzaq, est à Islamabad pour une visite de cinq jours.

Un rapport du ministère des Affaires étrangères français qualifie Ben Laden de "petit poisson dans un grand bassin", dont le rôle est exagéré par les USA.

Le 15 : Mollah Abdul Hamid Akhundzadah, chef de la Haute Commission pour le contrôle des stupéfiants, demande l'assistance internationale et l'aide de l'Iran et du Pakistan pour la lutte contre la drogue.

Le Pakistan demande l'extradition des "criminels pakistanais impliqués dans des violences sectaires au Pakistan" réfugiés en Afghanistan. Mollah Abdul Razzaq répond que ceci est de la "propagande".

Visite de l'ambassadeur allemand en Afghanistan.

Ouverture d'un bureau de l'UNSMA à Téhéran, sous la direction de Jean-Pierre Castella.

Visite au Turkménistan du général Musharraf, dirigeant du Pakistan, pour discuter de l'Afghanistan et du gazoduc.

Le 16 : Les Tâlebân auraient tué 40 bandits et trafiquants dans le Farah et le Helmand.

Lors d'une rencontre avec des religieux pakistanais à Kandahar, le ministre des Affaires étrangères des Tâlebân dit que les

Les comptes de notre revue

Dépenses

• Composition, impression, routage et frais postaux : 79 130 F

Ces frais correspondent aux n° 84 à 87, soit 108 pages comme en 1998.

• Relances des abonnements : 541 F

• Frais de secrétariat (tél., courriers) : évaluation forfaitaire : 2 500 F

TOTAL : 82 171 F

La revue est tirée en 1000 exemplaires. Sa rédaction et la réalisation de la maquette sont assurées de manière entièrement bénévole.

Recettes (de l'année 1999)

- Abonnements et ventes 46 197 F

- Part des cotisations consacrées au journal 27 748 F

- Subvention ministère des

Affaires étrangères 24 000 F

TOTAL 97 945 F

Le déficit de l'an dernier fait place à un excédent, grâce à une meilleure rentrée des cotisations et des abonnements. L'équilibre atteint reste cependant fragile, et continue de dépendre de la subvention du ministère des Affaires étrangères.

sanctions de l'ONU ne les "feront pas dévier de leurs objectifs" et critique le comportement de l'Organisation de la conférence islamique.

Le 17 : F. Vendrell rencontre Ismael Khan et Dostom à Machhad.

Une délégation représentant l'ancien roi, dirigée par Sultan Mahmoud Ghazi et constituée de Hamid Karzay, Ishaq Naderi, Runa Yousaf Mansouri et Zalmay Rasoul, est aux USA pour promouvoir l'initiative de Loya djirga auprès du gouvernement et de l'ONU. Le sous-secrétaire d'Etat Thomas Pickering confirme le soutien des USA.

Le groupe des donateurs (ASG) prévient que l'aide humanitaire à l'Afghanistan pourrait stopper si les combats reprennent.

Les ministres de l'Intérieur tâleb et pakistanaïens tombent d'accord pour lutter contre la contrebande et retirer trente produits de la liste définie dans l'ATTA (accord de transit), et pour le rapatriement de 100 000 réfugiés cette année. Les réfugiés devraient être déplacés vers de nouveaux camps "choisis avec l'aide de l'ambassade afghane."

Le Parlement iranien vote la construction de barrières pour clôturer la frontière avec l'Afghanistan. 740 trafiquants et 174 policiers ont été tués en 1999.

Le 18 : Défection de l'ancien gouverneur de Samangan, Maolawi Md Zahir, qui rallie les Tâlebân avec 200 hommes.

Un 18^{ème} convoi de 1596 réfugiés est rapatrié d'Iran.

1,2 tonnes de haschisch en provenance d'Afghanistan sont saisis dans le Baloutchistan pakistanaïen.

Le 19 : V. Poutine assure l'Ouzbékistan du "soutien de la Russie contre le terrorisme et l'extrémisme religieux venu du sud", avant de discuter un accord de livraison de gaz au Turkménistan.

Le 20 : Le Pakistan prévient qu'aucun Afghan ne pourra plus traverser la frontière sans "documents" valides.

Les Tâlebân acceptent de mettre fin à l'entraînement de militants pakistanaïens et d'expulser des "criminels identifiés".

Les USA avancent 500 000 \$ pour lutter contre la sécheresse dans le sud.

Le 21 : Une attaque aérienne fait au moins quatre morts à Taloqan, dont un employé de l'ONU et sa famille. Le porte-parole de l'Alliance concède une avancée des Tâlebân vers le Salang.

Ismael Khan déclare à un quotidien iranien s'être évadé "seul, déguisé en Tâleb."

L'Afghanistan souhaite importer officiellement 15 000 t de blé du Pakistan pour 154 000 \$.

Le 22 : Importants combats à l'arme lourde après une contre-offensive de Massoud à Khendjan au nord du col de Salang. Les positions seraient inchangées.

Le Kremlin menace de bombarder les camps d'entraînement pour la Tchétchénie

et Afghanistan et accuse les Tâlebân de soutenir militairement les rebelles avec le soutien financier d'une fondation saoudienne.

Le 23 : Dans une interview avec la BBC-Pachto, Mollah Omar offre de reprendre des discussions avec les USA concernant Ben Laden.

Le Ministère des Affaires étrangères de Kaboul condamne les déclarations russes, mais maintient son "soutien moral" aux Tchétchènes.

Arif Ayoub remplace Aziz Khan comme ambassadeur du Pakistan auprès des Tâlebân.

Le 24 : Le ministre russe des Affaires étrangères réitère les menaces de frappes aériennes, devant les "preuves" de l'aide des Tâlebân aux Tchétchènes. Les Tâlebân disent qu'ils tiendront les pays de l'ex-URSS pour responsables d'une attaque et mettent en garde la Russie. M. Gorbatchev exprime son désaccord.

Le 25 : Le général Musharraf déclare que des frappes russes auraient de "très sérieuses répercussions", car le Pakistan a des "intérêts liés à sa sécurité" en Afghanistan, où les "Pachtouns sont représentés par les Tâlebân".

Le 26 : Explosion d'un dépôt de munitions à Kaboul. Les Tâlebân accusent l'opposition de sabotage.

Le commandement militaire russe écarte toute hypothèse d'intervention terrestre en Afghanistan. Des membres des Tâlebân appellent l'Alliance à s'unir à eux contre la Russie.

Visite du sous-secrétaire d'Etat américain T. Pickering à Islamabad, qui demande au Pakistan de faire pression sur les Tâlebân concernant Ben Laden. Le 28, il qualifie l'Afghanistan de "sanctuaire terroriste".

L'ONU condamne le bombardement de Taloqan.

Le 27 : La Russie et les USA diffusent une

Ils nous ont quittés

Nadine Raccat

Ceux qui sont passés par le bureau d'Afrane, à la fin des années 80 et au début des années 90, se souviennent encore de Nadine Raccat: son sourire, son attention aux autres, son ironie mordante aussi.

Chargée administrative de l'association, Nadine était devenue une amie pour quelques "missionnaires" de l'époque. Et bien après son départ nous avons pu apprécier son don pour l'amitié, sa disponibilité et cette magie qu'elle avait de tisser des liens entre les gens.

Les dernières années de Nadine ont été rendues douloureuses par la lutte contre le cancer. Et malgré sa lucidité, elle était restée gaie, présente et forte.

Nous nous associons à la douleur de ses

déclaration commune exprimant leur "inquiétude du soutien des Tâlebân au terrorisme" et demandant au Pakistan de contrer l'activisme des militants islamiques au Pakistan.

Mollah Omar nie la présence de camps d'entraînements en Afghanistan et "invite quiconque à venir le vérifier sur place".

Ben Laden remplace ses gardes du corps afghans par des militants pakistanais et bangladeshis. Il souffrirait de dépression.

Des camps d'entraînement sont identifiés à Richkhor (sud de Kaboul), dans le Laghman et à Khost.

Le 29 : Le Kazakhstan s'oppose à des frappes aériennes russes.

La Grande Bretagne accuse le Pakistan d'être "une menace pour la paix dans le monde."

Le 30 : L'ambassadeur américain au Pakistan, W. Milan, nie que les sanctions de l'ONU aient un rôle dans la sécheresse, et annonce l'arrivée prochaine d'une cargaison de 40 000 t de blé à destination de l'Afghanistan.

Des pourparlers entre les Tâlebân et T. Pickering n'ont pas donné de résultat concernant Ben Laden.

La Grande Bretagne donne 2 millions de Livres (22 millions FF) pour l'assistance contre la sécheresse.

Les effets de la sécheresse se ressentent dans l'Ouest (Badghis et Ghor) et le Nord (Maymana). De nouvelles pompes manuelles sont installées et des puits forés par les agences de l'ONU et des ONG dans les zones touchées.

Le 31 : Le Pakistan enquête sur des allégations de trafic de matériel nucléaire dans la zone tribale.

Des avions de combat d'Ouzbékistan auraient violé l'espace aérien afghan les 30 et 31 mai, dans un secteur situé à la frontière entre les deux pays, selon les Tâlebân.

deux enfants, Hélène et Elie, en les assurant que nous gardons la mémoire de Nadine vivante en nous.

Gilles Dorransoro, Sylvie et Jean Dolbeault, Cristina L'Homme-Thiollier

Razeq Afzali

Nous avons appris avec la plus grande tristesse le décès de M. Razeq Afzali. Ancien élève du lycée Esteqlâl, il était spécialiste en linguistique persane. Il est mort subitement à l'âge de 48 ans, alors qu'il faisait une intervention à un colloque de linguistique à l'Université Autonome de Barcelone. Nous présentons à sa famille toutes nos condoléances.

L'assemblée Générale d'AFRANE

AFRANE a tenu son Assemblée Générale annuelle le 18 mars. C'est Gabriel Saltarelli qui a présidé la séance. Dans son rapport moral, Etienne Gille a noté une progression de 4 % des cotisants à l'association, soit au titre de l'adhésion, soit au titre de l'abonnement au journal. Ceci est remarquable après plusieurs années où les effectifs s'étaient stabilisés. Après avoir souligné la grande rigueur de la gestion tant administrative que financière d'AFRANE, E. Gille a passé en revue les différentes actions de l'association, d'abord en France (parution régulière des Nouvelles d'Afghanistan, journées afghanes de Dijon, vente annuelle d'artisanat etc.) puis en Afghanistan (soutien aux écoles Esteqlâl de Djalalabad et de Tcharikar, à des cours de filles à Kaboul, formation d'instituteurs, soutien à un groupe d'écoles en Hazaradjat, bourses pour des étudiants à Karachi, réparation de tracteurs, aide nutritionnelle aux réfugiés du Pandjchir, participation à l'équipement d'un hôpital d'AMI au Laghmân), et enfin au Pakistan (aide pédagogique au lycée franco-afghan de Peshawar). Le rapport moral du Président, qui s'est achevé par quelques mots pour évoquer la situation en Afghanistan, a été adopté à l'unanimité.

Le rapport financier a été présenté à l'Assemblée par Jean-Gabriel Jacquemond. Il fait apparaître un déficit de 10 000 F pour un total de dépenses de 646 000 F.

Courrier

Une jeune Afghane vivant en Allemagne interpelle par notre intermédiaire l'opinion internationale, mais aussi ses compatriotes exilés.

Toute une nation avec sa culture, ses hommes, l'ensemble de ses ressources est ruinée, et le monde ne s'y intéresse pas, comme s'il s'agissait d'une nation insignifiante. (...) Ma plus grande critique ne s'adresse pas aux hommes qui ont vendu leur propre terre, aux communistes, capitalistes ou fondamentalistes. Ma plus grande critique s'adresse à l'ONU qui pourtant se soucie beaucoup des droits de l'homme.

Où était-elle quand, au nord de l'Afghanistan, il y eut une "épuration raciale" menée à son terme - en août 99 - par les milices des Tâlebân ? Des hommes y furent massacrés de façon atroce quand ils ne purent s'enfuir. Ces faits rappellent Hitler et "l'épuration raciale" des Juifs et des Tziganes. (...) Les Allemands, mais aussi les autres nations, devraient avoir tiré la leçon et ne plus accepter des choses aussi horribles ! Pourtant, quand cela s'est passé en Afghanistan quelqu'un s'en est-il soucié ?

Celles-ci se décomposent en 340 000 F pour l'aide humanitaire, 111 000 F d'achats pour revente (ventes dites de charité), 80 000 F pour les Nouvelles d'Afghanistan, 63 000 F de loyer (dont 45% sont pris en charge par le CEREDAF), 24 000 F de salaires et charges, 28 000 F de frais de fonctionnement. On notera la faiblesse exceptionnelle (excessive ?) de ceux-ci. Après lecture de l'avis du contrôleur des comptes, M. Hollinger, le rapport financier a été adopté à l'unanimité (moins l'abstention du trésorier).

Les interventions de MM Lafrance et Fazelly ont permis à l'assemblée d'apprendre beaucoup sur les demandes de la population rurale de l'est de l'Afghanistan d'une part et sur le développement des initiatives autour de la loya djirga d'autre part. Une représentante d'ACF a également parlé de l'action de cette ONG à Kaboul, en Hazaradjat et au Pandjchir.

L'Assemblée s'est achevée par le renouvellement partiel du Conseil d'Administration. Ont été élus ou réélus : Wakil Raoufi, Farida Kamal, Farida Akram, Marie-Louise Leroux, Olivier Tirard-Collet.

A l'issue de l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration a constitué son Bureau comme suit : Etienne Gille (président), Farida Akram, Catherine Hassan et Wakil Raoufi (vice-présidents), Alain Marigo (secrétaire général), Farida Kamal (secrétaire générale adjointe), Jean-Gabriel Jacquemond (trésorier), Serge Petit (trésorier adjoint). En outre Héléna Habibi et Marie-Thérèse Forget sont chargées de mission. ■

Je tiens à rappeler que c'est l'Afghanistan qui a décidé qui, de l'Est ou de l'Ouest, allait gagner la guerre froide. Les Américains étaient intéressés par le conflit Russie Afghanistan et se sont efforcés d'aider les résistants afghans avec des armes et de l'argent pour anéantir la Russie. Maintenant c'est fait ! (...) Mais aujourd'hui on les laisse tomber ! (...)

Je voudrais inviter tous les Afghans qui se trouvent à l'étranger à se réveiller enfin. Car il n'y a pas que les Afghans vivant au pays qui risquent de perdre leur vie. Nous qui en vivant hors du pays n'avons pas à subir la pauvreté, n'avons pas à supporter le froid et pouvons recueillir nos morts dans nos bras, nous perdons petit à petit nos racines et oublions notre culture vieille de 5 000 ans. (...)

Lorsqu'un pays est pauvre cela signifie-t-il que les hommes n'ont aucun droit ? Pour moi, tous les hommes ont les mêmes droits : "Aide les autres et tu seras secouru".

Ne nous oubliez pas !

Hosnia-Sahar-P (Allemagne)

Périodiques spécialisés

- **Afghanistan Info**, n°46, mars 2000 [Les talibans et la communauté internationale, par *Olivier Roy* ; Rural-urban economic linkages, migration and the war economy, a note on Hazara businessmen in Kabul and Mazar, par *Michael Semple* ; A Swiss delegation in Afghanistan, January 2000, First observations, par *Jean-Marc Clavel et Martin Sommer* ; Afghanistan, la Suisse coordonne l'aide internationale en 2000, les mêmes ; Kaboul, automne 1999, par *Stéphane Allix* ; Kinder zweier Welten, die zweite Generation afghanischer Einwanderer meldet sich zu Wort, par *Lutz Rzehak* ; Les réfugiés afghans : quelques chiffres, par *Micheline Centlivres-Demont*]
- **The Firmest Bond**, n°76-77, Summer & Fall issue 2000 [Cette date est probablement erronée. Nombreux articles sur l'Afghanistan]
- **ARIC Bulletin**, bulletin bibliographique doublé d'une chronologie, publié par ACBAR, UPO 1084, Peshawar. (dernier bulletin reçu : avril 2000)
- **Afghanistan Nytt**, n°1/2000, revue en suédois du comité suédois pour l'Afghanistan.
- **Sadâ**, n°6, mars 2000, journal trimestriel en dari de l'Afghan Women's Rights Committee. (8 p)
- **Bulletin du CEREDAF**, n° 162, mars, 163, avril, 164, mai. [Les nouvelles au jour le jour du mois précédent, dix ou onze numéros par an, abonnement 100 F, bibliothèques 150 F, étranger 120 F uniquement par mandat postal, à l'ordre du CEREDAF, 16 passage de la Main d'Or, 75011 Paris].
- **Lueur**. Revue de presse sur l'Afghanistan, mensuel portant sur la presse pakistanaise anglophone ainsi que sur des articles de la presse internationale, notamment iranienne, saoudienne ... (dernière parution : n°86, avril 2000)
- **Bustân**, 3/2000, n°1, revue en tchèque et en persan, 20 pages en format A5.
- **Afghan Communicator**, février 2000, 28 pages.
- **Payâm-e modjâhed**, n°9, 4^{ème} année, 18 mai 2000, hebdomadaire en dari et en pachtou.

Livres et dossiers

- **La révolution afghane, des communistes aux Tâlebân**, de *Gilles Dorransoro*, éd. Karthala, 2000, 350p.
- **Terre et cendres**, roman d'*Atiq Rahimi*, traduit en français par Sabrina Nouri., éd. POL, 96 p, 59 F. [Ce livre dont nous avons rendu compte dans notre dernier numéro, en omettant de relever que l'excellente traduction était de Sabrina Nouri, a reçu un

accueil très favorable de la critique : commentaires élogieux dans le Monde, La Croix, Le Nouvel Observateur, Libération... Il est disponible au CEREDAF]

• **The Kafirs of the Hindu Kush ; Art and Society of Waigal and Ashkun**, de Max Klimburg, deux volumes : I : texte : 431 p., avec 171 figures, cartes, bibliographie, index, glossaire ; II : illustrations : 324 p. avec 825 photos. Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 1999, 390 FS.

NOTE DE LECTURE

L'Afghanistan dans les tumultes de l'histoire

Le deuxième volume de "L'Afghanistan dans les tumultes de l'histoire" est paru récemment aux Etats-Unis grâce aux recherches et à la persévérance de M. Hachmat Khalil Ghobar, fils du regretté Mir Gholam Mohammad Ghobar. Ce livre présente l'histoire contemporaine de l'Afghanistan avec une objectivité remarquable. Il porte sur les événements allant de la "révolte noire" de Habibullah Kalakâni en 1929 jusqu'à l'année 1952 qui marque la fin du gouvernement de Chah Mahmoud. Cette œuvre a été terminée à Kaboul en 1973. Malgré la situation politique et l'emprise policière de l'"Etat familial"⁽¹⁾, M. Ghobar a réussi à achever son travail d'historien et, en dépit de toutes les pressions gouvernementales, en a fait don à la nation afghane, à ses intellectuels et à tous ceux qui cherchent la vérité historique. Mir Gholam Mohammed Ghobar a passé de longues années de sa vie en prison et a été exilé avec sa famille dans un coin reculé d'Afghanistan⁽²⁾. Cependant, ni les tortures physiques de la prison, ni les tourments psychologiques ne l'ont fait renoncer à son combat. L'expérience de la souffrance donne à son livre un supplément d'authenticité. Contrairement à tous les écrits afghans ou étrangers qui maintiennent dans l'ombre cette époque de l'histoire de l'Afghanistan, Ghobar, lui, fait apparaître que le roi Nader et ses frères furent soudoyés par les Anglais et que c'est à la suite d'un accord secret avec les Anglais qu'ils occupèrent le trône en 1929.

De la même manière que les Anglais se comportaient en seigneurs et propriétaires de l'Inde, rabaissant les Indiens dont ils négligeaient la personnalité et le passé, ainsi Nader et sa famille agirent à l'égard de leur propre peuple. S'étant docilement soumis aux Anglais, ils se proclamèrent propriétaires de la nation afghane, condamnant à l'emprisonnement ou exécutant chaque Afghan qui refusait l'asservissement colonial. Pour semer la terreur, ils firent subir le même sort à toute la famille des condam-

nés, y compris les enfants en bas âge, et parfois même à leurs proches.

De nouvelles prisons furent ouvertes, notamment celles de Saray-e Mouti⁽³⁾ et de Deh Mazang. Le livre rapporte l'assassinat de milliers d'intellectuels et de patriotes afghans. Ceux qui n'étaient pas exécutés, mouraient dans des conditions abominables, du fait de la faim, des tortures psychologiques, des maladies, de l'humidité des cachots. Des troupes coloniales, formées d'Afghans exilés dans l'empire britannique depuis la fin du 19^{ème} siècle, furent envoyés par les Anglais pour administrer ces prisons⁽⁴⁾ et d'autres institutions.

Les Anglais, pour conserver leur pouvoir en Inde et mater les forces libératrices qui suivaient l'exemple d'indépendance du jeune roi Amanoullah, mais aussi pour contrebalancer l'instauration de l'Etat soviétique, firent de l'Afghanistan le premier pays à subir les pratiques néocolonialistes⁽⁵⁾. Aujourd'hui, après deux générations, les Afghans en souffrent encore. Le livre de Ghobar est ainsi l'histoire d'une amère réalité, celle de la mise en cage de la conscience de la nation afghane durant cette période. Dans cette tâche destructive, les Anglais, Nader et ses acolytes, furent aidés par les religieux intégristes, les seigneurs, les grands propriétaires et le capital "comprador" (qui ne s'intéresse pas au développement national). M. Ghobar cite en particulier deux personnes venant des Indes Britanniques et travaillant pour les Anglais⁽⁶⁾. La première personne, M. Allah Nawaz Moltani, était traducteur d'anglais. Contrairement à toute la tradition afghane, il est devenu ministre du jour au lendemain. Cet homme contrôlait ainsi la politique extérieure de l'Afghanistan pour les Anglais. Le second était un cocher nommé Chah Dji. A l'arrivée de Nader Chah, il devint général de l'armée afghane. En réalité, il contrôlait l'armée et la police pour le compte des Anglais.

L'armée afghane fut transformée de sorte qu'elle puisse attaquer son peuple sans être capable d'assurer la défense du territoire⁽⁷⁾. C'est ainsi que dans les manufactures d'armement à Kaboul où il y avait 4 000 ouvriers en 1928, il n'en restait plus que 600 en 1932. Dans le domaine de l'éducation, le nombre d'élèves, qui était de 80 000 en 1928⁽⁸⁾ tomba à 4 500 en 1934 et l'éducation féminine fut strictement interdite⁽⁹⁾. Suite à des arrangements entre l'Etat familial et le capital "comprador", l'industrie fut démantelée et le capital national transplanté. Les religieux déobandis furent autorisés à rentrer en Afghanistan⁽¹⁰⁾.

Le livre de Ghobar est paru alors que l'Afghanistan est sous la barbarie des Tâlebân qui sont les éléments les plus incultes de l'école déobandi. Les agissements des Tâlebân font oublier les délits commis par leurs prédécesseurs, alors que

Nader et ses proches sont à l'origine d'atrocités similaires.

Les conséquences de ces années noires confirment les écrits de l'historien Ghobar, car dans les années 70, après 40 années de règne obscurantiste de l'Etat familial de Nader et Zâher, l'Afghanistan avait un taux d'alphabétisation compris entre 5 et 10%. Avec les sécheresses des années 1970 et 1971, le monde entier connut la pauvreté exceptionnelle de l'Afghanistan. Notons que les abandons territoriaux (ligne Durand, eaux de l'Helmand) et les deux coups d'Etat successifs, l'un d'un membre de la famille et l'autre de ses serviteurs, furent aussi une conséquence de ces sombres années de règne. Le livre de M. Ghobar enrichit ainsi la connaissance de l'histoire de l'Afghanistan en expliquant en profondeur les causes des événements d'aujourd'hui. ■

Nadjib Sakhy

(traduction Ariane Sakhy)

L'Afghanistan dans les tumultes de l'histoire, vol 2, 285 p, édité aux Etats-Unis. Une traduction en anglais est en cours.

(1) De 1930 jusqu'à la fin des années 50, beaucoup de postes ministériels et de postes de haute responsabilité civils et militaires, ainsi que les ambassades afghanes ont été tenus par les membres de la famille royale. M. Ghobar résume cette situation par le terme d'"Etat familial".

(2) A Bala Bolouk, au sud-ouest de l'Afghanistan, dans la province de Farah. Il est mort en février 1978 à Berlin où il avait été invité par sa fille, médecin, pour soigner les maladies dont il souffrait.

(3) Hangar commercial dans la vieille ville de Kaboul. Par manque de place, on attachait trois à quatre prisonniers à la même chaîne dans des pièces de 6 à 8 m².

(4) Le *saradjal tawarikh* cite à plusieurs reprises des Afghans exilés aux Indes britanniques et qui furent engagés dans l'armée coloniale anglaise (2^{ème} partie du 3^{ème} volume, pp 287 et 567)

(5) cf "*les relations extérieures de l'Afghanistan dans la première moitié du 20^{ème} siècle*" de Ludwig Adamec, traduit en dari, pp 228 et 308. (6) p 51.

(7) cf "*les relations extérieures de l'Afghanistan dans la première moitié du 20^{ème} siècle*" de Ludwig Adamec, traduit en dari, p 333.

(8) En 1929, il y avait 322 écoles élémentaires dans tout l'Afghanistan, soit 51 000 élèves. Il y avait en outre 10 lycées et 14 écoles professionnelles dont deux féminines.

(9) *L'Afghanistan dans les tumultes de l'histoire*, p 196.

(10) L'école Déobandi est une madrasa qui a été reprise par les Anglais en Inde au milieu du 19^{ème} siècle. Les religieux de cette école ont eu l'interdiction d'entrer en Afghanistan après son indépendance en 1919. Cette école recrutait les paysans les plus pauvres et les plus illettrés de la population musulmane de l'Inde. Elle les nourrissait, les logeait et leur apprenait les dogmes religieux selon les intérêts du colonialisme. Cette école, après l'indépendance de l'Inde en 1947 a été transférée au Pakistan (voir l'article de Ahmed Rachid, "Les Talibans au cœur de la déstabilisation régionale" dans le *Monde Diplomatique* de Novembre 1999).

KECHTA TCHALAO

Nous avons le plaisir d'inaugurer dans ce numéro une rubrique culinaire. L'Afghanistan, ce n'est pas seulement des livres, des questions politiques, aussi cruciales soient-elles, des considérations géostratégiques. C'est aussi, c'est avant tout, une manière de vivre, un rapport au monde et aux autres, une recherche de convivialité. Goûter à la cuisine d'un peuple, c'est entrer en connivence avec lui, c'est "partager le pain et le sel". Loin d'être frivole, cette nouvelle rubrique aidera certainement nos lecteurs à apprécier la culture afghane. Qu'ils n'aient donc pas peur d'essayer ces recettes, et qu'ils nous en disent des nouvelles. Par la même occasion, chaque trimestre nous ferons le tour des restaurants afghans de France.

Ingrédients pour le qorma

250 g d'abricots secs moelleux
50 g de cerneaux de noix
1 gros oignon
2 cuil. à soupe d'huile
1/2 cuil. à café de sel
2 cuil. à soupe de sucre
1/4 de cuil. à café de piment en poudre
1/2 cuil. à café de cardamome moulue
1/3 de litre d'eau

Ingrédients pour le tchalao

500 g de riz Basmati
1 litre 1/2 d'eau
+
1/8 de litre d'eau
1/20 de l. d'huile
1 cuil. à café de sel
1/4 de cuil. de poivre
2 cuil. à café de cumin entier

- Lavez le riz plusieurs fois, jusqu'à ce que l'eau soit claire. Faites-le tremper dans l'eau froide environ 2 heures.
- Hachez grossièrement les noix, faites les tremper dans l'eau froide environ 1 heure.

Préparation du qorma :

- Coupez les abricots en 4,
- Hachez l'oignon,
- Dans une cocotte, faites chauffer l'huile, ajoutez l'oignon et faites le revenir jusqu'à ce qu'il devienne blond,
- Ajoutez 1/4 de verre d'eau et laissez cuire pendant 5 mn,
- Ajoutez les abricots, les noix, le sel, le piment, le sucre et versez le tiers de litre d'eau,
- Laissez mijoter sur feu doux jusqu'à ce que la sauce épaississe (environ 3/4 d'heure), en remuant de temps en temps.

Préparation du tchalao (riz) :

- Faites bouillir 1 litre 1/2 d'eau dans une grande casserole, y jeter le riz égoutté,
- Laissez cuire environ 3 minutes après la reprise de l'ébullition, puis versez dans une passoire,
- Faites chauffer dans une petite casserole 1/8 de litre d'eau, ajoutez une cuil. à café de sel, 2 cuil. à café de cumin entier, 1/4 de cuil. à café de poivre moulu et 1/20 de litre d'huile,
- Remettez le riz dans la grande casserole, versez la préparation eau-huile ci-dessus et mélangez délicatement,
- Couvrez et démarrez la cuisson sur feu fort pendant 3 mn. environ. Continuez la cuisson sur feu doux en insérant une plaque-diffuseur sous la casserole et en mettant un torchon plié en 4 sous le couvercle, pendant 15 mn.

Le Kechta Palao constitue un excellent plat végétarien. On peut également le présenter accompagné d'un qorma d'agneau.

Bon appétit !

Cette recette est proposée par le :

Restaurant LE PAMIR : 15, rue Louis Blanc 44200 NANTES - Tél/Fax : 02 51 82 08 08

